



COMMISSION EUROPÉENNE
Système de Management Environnemental

Déclaration Environnementale 2009 dans le cadre d'EMAS

Performance de l'année 2008



EMAS

INFORMATION
VALIDÉE

B-BXL-000003



Avant-propos



Irène Souka

Directeur-général
Président du
Comité Directeur EMAS

Ce document est la quatrième Déclaration environnementale de la Commission européenne dans le cadre d'EMAS. Cette mise à jour contient des informations sur la politique et les performances environnementales réalisées par les cinq services pilotes de la Commission au courant de l'année 2008. Elle clôture le cycle de gestion qui couvrait exceptionnellement quatre ans (2005-2008).

Au cours de cette année, les services pilotes ont poursuivi leurs efforts pour réaliser de nouvelles améliorations en s'appuyant sur les réussites environnementales déjà obtenues et dont les résultats ont été publiés dans les précédentes Déclarations.

Ainsi, par rapport à 2007, les consommations par m² d'électricité, de gaz (ou fuel) et d'eau dans les immeubles de bureau qui sont concernés par le système EMAS, ont diminué respectivement de 5 %, 25 % et 7 %. Cela correspond à une diminution des émissions de CO₂ par m² de 10 %. Pour l'ensemble de la Commission à Bruxelles, la quantité de feuilles de papier de bureau utilisé par employé a diminué de près de 12 %. Quant au transport durable, les efforts continus de la Commission portés sur la promotion de l'utilisation du vélo par ses employés - avec notamment l'augmentation des vélos de service et des places de parking dédiées ou bien l'installation de douches et vestiaires pour les cyclistes - ont été salués par l'obtention du «prix du Parking d'Or» 2008.

L'un des éléments importants de la présente mise à jour est l'extension du périmètre du système EMAS à huit nouveaux immeubles, portant ainsi le périmètre EMAS à près de la moitié de l'espace total occupé par les Services de la Commission à Bruxelles (23 immeubles sur un total de 64).

Enfin, en Octobre 2008, les membres du Comité Directeur EMAS ont estimé que la phase pilote d'EMAS à la Commission a été un succès, et ont décidé de proposer l'extension du système EMAS à toutes les activités de la Commission à Bruxelles et au Luxembourg. Cette extension, dont la décision est attendue en 2009, démontre l'engagement fort de la Commission à améliorer de façon continue sa performance environnementale. Elle se veut aussi être un exemple pour d'autres organisations, en démontrant l'intérêt d'une gestion des impacts environnementaux de l'organisation, et tout particulièrement au travers du système EMAS.

Bruxelles, le 19 Juin 2009

Irène Souka

Directeur-général
Président du Comité Directeur EMAS

Validation EMAS

La présente mise à jour de la déclaration environnementale concerne les aspects environnementaux et les impacts connexes de cinq Services de la Commission européenne (Secrétariat général, Direction générale Environnement, Direction générale Personnel et Administration, Direction générale Informatique et Office pour les Infrastructures et la Logistique à Bruxelles) pour l'année 2008 dans les immeubles suivants: Berlaymont, 2 Rue Breydel, 1 Avenue Beaulieu, 5 Avenue Beaulieu, 9 Avenue Beaulieu, 10 Rue Guimard, 23 Houtweg, 34 Rue Montoyer, 11 Rue de la Science, 75 Boulevard Clovis, 16 Rue Wilson, 86 Rue de la Loi, 28 Rue Belliard, 54 Rue Joseph II et 1-3 Avenue de Bourget, 45 avenue d'Auderghem, 4 rue Breydel, 21 rue du Champ de Mars, 24 rue Demot, 27 rue Joseph II, 30 rue Joseph II, 79 rue Joseph II, 41 rue de la Loi.

Sur base de l'audit de l'organisation, des interviews de ses collaborateurs, et de l'investigation de la documentation, des données et des informations, AIB-VINÇOTTE International, en tant que vérificateur environnemental accrédité par BELAC sous le n° BE-V-0016, a conclu :

- que le système de management environnemental et la procédure d'audit environnemental ainsi que la déclaration environnementale 2009 (performances 2008) répondent aux exigences du Règlement (CE) N° 761/2001 du Parlement Européen et du Conseil du 19 mars 2001 permettant la participation volontaire des organisations à un système communautaire de management environnemental et d'audit (EMAS).
- que les données et l'information dans cette déclaration environnementale sont fiables et qu'elles couvrent d'une manière efficace toutes les questions environnementales significatives pour cette organisation.

Fait à Bruxelles, le 22 juin 2009

(Signature)

Ir. Paul OLIVIER,
Président
de la Commission de Certification.
AIB-VINÇOTTE International

Échéance de la prochaine déclaration publique: La prochaine déclaration, concernant la période d'activité 2009, sera soumise à l'instance compétente de la région de Bruxelles-Capitale pour fin juin 2010, dans le cadre du nouveau cycle de trois ans (2009 à 2011).

Table des matières

| | |
|--|-----------|
| 1. Introduction | 5 |
| 1.1. La Commission européenne | 5 |
| 1.2. La gestion environnementale à la Commission | 5 |
| 1.3. Notre politique environnementale | 5 |
| 1.4. Impacts environnementaux des activités de la Commission | 6 |
| 1.5. Quoi de neuf? | 6 |
| 2. Politiques de l'Union européenne | 7 |
| 2.1. Système d'analyse d'impact | 7 |
| 2.2. Politique environnementale de l'UE | 7 |
| 2.3. Programme LIFE+ | 7 |
| 3. Activités administratives | 8 |
| 3.1. Immeubles | 8 |
| 3.1.1. Énergie et Eau | 8 |
| 3.1.2. Gaz détruisant la couche d'ozone | 9 |
| 3.1.3. Respect de la législation | 10 |
| 3.2. Déchets | 10 |
| 3.2.1. Déchets ordinaires | 10 |
| 3.2.2. Équipements obsolètes | 10 |
| 3.3. Papier et impression | 11 |
| 3.3.1. Papier de bureau | 11 |
| 3.3.2. Papier offset | 12 |
| 3.3.3. Publications imprimées par l'OPOCE | 13 |
| 3.4. Transports et Mobilité | 13 |
| 3.4.1. Déplacements professionnels | 13 |
| 3.4.2. Les déplacements domicile/travail | 13 |
| 3.4.3. Parc de voitures de la Commission | 14 |
| 3.5. Marchés publics écologiques (MPE) | 14 |
| 3.5.1. Marchés relatifs à l'infrastructure | 14 |
| 3.5.2. Équipement informatique | 14 |
| 3.5.3. Fournitures de bureau | 15 |
| 3.6. Prévention et gestion des risques sanitaires environnementaux | 16 |
| 3.7. Communication | 16 |
| 3.7.1. Communication externe | 16 |
| 3.7.2. Communication interne, formation et sensibilisation | 17 |
| 4. Conclusions | 18 |
| Annexes | 19 |

1. Introduction

1.1. La Commission européenne

La Commission européenne (CE) est l'organe exécutif de l'Union européenne. Avec le Parlement européen et le Conseil de l'Union européenne, elle est l'une des trois principales institutions gouvernant l'Union. Depuis le dernier élargissement en date du 1^{er} janvier 2007, les activités de la Commission sont dirigées par 27 Commissaires assistés d'environ 35 000 fonctionnaires et autres agents qui travaillent dans 41 Directions générales et Services à travers le monde. Chaque Commissaire assume la responsabilité d'un domaine politique particulier et est à la tête d'un ou plusieurs services qui portent le nom de Directions générales.

Le principal rôle de la CE consiste à proposer et à promulguer la législation et à assurer la fonction de «gardienne des traités», ce qui signifie qu'elle est chargée d'engager des procédures d'infraction devant la Cour de Justice des Communautés européennes à l'encontre des États membres ou d'autres parties dont elle estime qu'ils ont violé les traités de l'UE ou d'autres éléments du droit communautaire. La Commission négocie également des accords internationaux au nom de l'UE en étroite collaboration avec le Conseil de l'Union européenne.

La Commission a son siège à Bruxelles (Belgique), mais elle dispose également de bureaux à Luxembourg, Ispra et Grange, pour n'en citer que quelques-uns, d'Agences dans un certain nombre d'États membres, de Représentations dans tous les pays de l'UE et de Délégations dans de nombreuses capitales à travers le monde.

1.2. La gestion environnementale à la Commission

La Commission a mis en place un programme de gestion respectueuse de l'environnement dès 1997, avec le programme «Green Housekeeping».

En Mars 2001, le Parlement Européen et le Conseil de l'Union Européenne adoptent le règlement (CE) n° 761/2001, qui étend la portée du système communautaire de management environnemental et d'audit (EMAS) aux autorités publiques.

Dès lors, la Commission décide en Septembre 2001 de piloter ce système aux activités et bâtiments à certains de ses services. Pour satisfaire aux exigences de ce règlement, la Commission s'engage à améliorer continuellement ses performances environnementales.

En 2005, un premier enregistrement EMAS est obtenu pour les activités de quatre services de la Commission, répartis

sur huit sites et sur base de la Déclaration environnementale concernant les années 2002 à 2004. Suite à la Déclaration 2007 ⁽¹⁾ (couvrant les activités des années 2005 et 2006), l'IBGE ⁽²⁾ étend, le 17 janvier 2008, l'enregistrement EMAS de la Commission à un cinquième service et à cinq nouveaux sites. Le 8 septembre 2008 enfin, sur base de la Déclaration 2008, deux nouveaux sites sont enregistrés.

Actuellement, le système de management environnemental (SME) est appliqué par 5 des 41 Services de la Commission: le Secrétariat général (SG), la Direction générale Environnement (DG ENV), la Direction générale Personnel et Administration (DG ADMIN), la Direction générale Informatique (DG DIGIT) et l'Office pour les Infrastructures et la Logistique à Bruxelles (OIB). Le SME est coordonné par la DG ADMIN avec des correspondants dans chaque service.

Le Comité Directeur EMAS ⁽³⁾ adopte des objectifs environnementaux à atteindre, en accord avec la politique environnementale de la Commission, et un plan d'action global. Chaque Service, s'il le juge nécessaire, adopte ensuite un plan d'actions EMAS spécifique qui assure la réalisation de ces objectifs (voir annexes 5 et 6).

1.3. Notre politique environnementale

En tant qu'initiateur de la législation européenne, la Commission reconnaît une responsabilité spécifique dans la poursuite d'objectifs de développement durable et d'amélioration de l'environnement mondial et européen en particulier.

La Commission estime que ses propositions d'actions politiques et ses initiatives législatives jouent un rôle déterminant dans l'amélioration de la qualité de l'environnement européen et la prise de conscience de tous les citoyens européens pour la protection de l'environnement. Elle a développé des outils pour évaluer les impacts environnementaux et l'efficacité de ses actions.

Toutefois, comme chaque organisation, à travers ses activités quotidiennes, la Commission consomme des ressources naturelles et pollue l'environnement. Elle s'est résolument engagée dans une piste de minimisation de ses impacts négatifs et d'amélioration continue de sa performance environnementale.

⁽¹⁾ http://ec.europa.eu/environment/emas/es_library/index_en.htm

⁽²⁾ Bruxelles Environnement - Institut bruxellois pour la Gestion de l'Environnement.

⁽³⁾ Le Comité Directeur EMAS est composé des Directeurs généraux/chefs de service de chaque service EMAS et présidé par le Directeur général de la DG ADMIN

Début 2008, une nouvelle version de la politique environnementale EMAS (annexe 1) a été adoptée consolidant celle-ci pour l'ensemble des Services concernés par l'EMAS.

1.4. Impacts environnementaux des activités de la Commission

La Commission a identifié les aspects suivants de ses activités qui ont un impact environnemental significatif:

| Aspect environnemental | Impact environnemental |
|-------------------------------------|---|
| Politiques de l'Union européenne | La Commission estime que ses propositions d'actions politiques et ses initiatives législatives contribuent de façon déterminante à la protection de l'environnement européen et mondial. |
| Immeubles | L'occupation d'espaces de bureaux implique la consommation d'énergie et de ressources naturelles et génère des déchets. La pollution de l'air, par le chauffage et la production d'électricité, est particulièrement significative. Certains équipements émettent également des gaz qui détruisent la couche d'ozone. |
| Acquisition de produits et services | Tout produit et service acheté sur le marché implique la consommation d'énergie et de ressources naturelles et la production de déchets et de pollution au cours de son cycle de vie. À travers nos procédures de marchés publics nous pouvons influencer cet impact. |
| Transport | Les voitures de service, les trajets bureaux-travail et les missions sont une source importante de consommation d'énergie et de ressources naturelles et de pollution de l'air. Ils méritent une attention particulière afin de réduire ces impacts. |
| Conformité légale | Les immeubles, les équipements et les procédures de travail doivent respecter le cadre légal européen et belge. Un suivi continu de ce respect s'impose. |

1.5. Quoi de neuf?

En Octobre 2008, le Comité Directeur EMAS a mis un terme à la phase pilote du projet EMAS à la Commission. Sur la base des performances environnementales positives de la Commission durant la période 2002-2007, le Comité a conclu que cette phase pilote avait été un succès. Le Comité a ainsi proposé l'extension du SME à toutes les activités et bâtiments des services de la Commission à Bruxelles et au Luxembourg. La Commission prendra une décision quant à cette extension durant l'année 2009.

En attendant cette décision, 8 sites supplémentaires ⁽¹⁾ sont ajoutés à la portée d'EMAS à la Commission pour la vérification annuelle de 2009, portant ainsi le nombre de bâtiments à 23, sur un total de 64 immeubles occupés à Bruxelles, soit près de la moitié (46 %) de la surface totale occupée par la Commission.

⁽¹⁾ BREY (mise en conformité du bâtiment en cours), B-232, CDMA, DM-24, J-27, J-30, J-79, L-41

2. Politiques de l'Union européenne

La Commission s'assure de la prise en compte systématique des questions environnementales dans l'élaboration et la révision de toutes les politiques de l'UE. Elle soutient financièrement des projets environnementaux au moyen du programme LIFE.

2.1. Système d'analyse d'impact

Les Conseils européens de Göteborg et de Laeken, respectivement en juin et en décembre 2001, ont introduit la considération politique d'évaluer les incidences économiques, sociales et environnementales des propositions politiques.

Dans le cadre du programme «Mieux légiférer» et de la «Stratégie de développement durable en Europe», la Commission a pris plusieurs actions visant à améliorer le processus législatif. Une de ces actions est «l'analyse d'impact», pour laquelle une nouvelle méthodologie ⁽¹⁾ a été introduite en 2002.

Le **système d'analyse d'impact** de la Commission vise à garantir l'élaboration, par ses Services, d'initiatives reposant sur des données probantes par une évaluation intégrée et équilibrée des problèmes à résoudre et des différents moyens d'action envisageables. Les incidences économiques, sociales et environnementales de toute nouvelle initiative politique sont évaluées de façon intégrée, en consultation avec les «stakeholders» externes et en coordination entre tous les services concernés de la Commission.

Un comité d'analyses d'impact a été institué par le Président Barroso le 14 novembre 2006 afin d'assurer l'appui qualitatif et le contrôle indépendants des analyses d'impact élaborées par les services de la Commission, y compris la façon dont les analyses d'impact suivent la structure et l'approche des orientations internes.

En 2008 ce Comité a analysé **135 projets**. En Janvier 2009, la Commission a mis à jour ses orientations internes concernant les analyses d'impact («internal guidelines for impact assessment»).

Toutes les informations au sujet des procédures et des analyses d'impact réalisées sont publiées sur le site internet Europa ⁽²⁾.

2.2. Politique environnementale de l'UE

Chaque année la Commission Européenne adopte une Communication au Conseil et au Parlement Européen sur le bilan de la mise en œuvre de la politique européenne environnementale ⁽³⁾.

Au sein de la Commission, la Direction générale Environ-

nement (DG ENV) est responsable pour la mise en œuvre des politiques environnementales de l'UE. La mission première de cette Direction générale est de *protéger, préserver et améliorer l'environnement pour les générations actuelles et futures et promouvoir le développement durable*.

Les réalisations spécifiques de la DG ENV sont présentées dans le rapport d'activité annuel ⁽⁴⁾. Dans le domaine de la politique environnementale, les consultations externes ont été au nombre de 17 en 2008 ⁽⁵⁾. Selon les dispositions propres applicables à chaque initiative, la DG ENV procède régulièrement à une évaluation des instruments en vigueur ⁽⁶⁾.

En ce qui concerne 2009, le lecteur est invité à se référer au plan annuel de management de la DG ENV disponible sur le site intranet Europa ⁽⁷⁾.

2.3. Programme LIFE+

Depuis 2007, LIFE+ est le seul instrument financier qui soutient la mise en œuvre de la politique environnementale de l'UE, axé sur les objectifs du 6ème Programme d'Action Environnementale (2002-2012).

Le budget total prévu est de 2 143 millions d'euros répartis sur trois thématiques:

LIFE+ Nature & Biodiversité ⁽⁸⁾
LIFE+ Politique Environnementale & Gouvernance ⁽⁹⁾
LIFE+ Information & Communication ⁽¹⁰⁾

D'après l'évaluation effectuée en 2008 des projets issus de l'appel de 2007, 143 projets LIFE+ ont obtenu 186 millions d'euros de cofinancement.

La ventilation de ces projets par les trois thématiques du LIFE+ est la suivante:

| Thématique LIFE+ | Nbre projets | Millions d'euros |
|--|--------------|------------------|
| Nature & Biodiversité | 58 | 94 |
| Politique Environnementale & Gouvernance | 74 | 84 |
| Information & Communication | 11 | 8 |

Le second appel LIFE+ a été lancé en juillet 2008. Les projets reçus sont en cours d'évaluation et les projets approuvés seront connus en Juillet 2009.

⁽⁴⁾ <http://ec.europa.eu/atwork/synthesis/aar/>

⁽⁵⁾ http://ec.europa.eu/environment/consultations_en.htm

⁽⁶⁾ <http://ec.europa.eu/dgs/environment/evaluation.htm>

⁽⁷⁾ http://ec.europa.eu/dgs/environment/pdf/management_plan_2009.pdf

⁽⁸⁾ http://ec.europa.eu/environment/life/funding/lifeplus/components/component_nat.htm

⁽⁹⁾ http://ec.europa.eu/environment/life/funding/lifeplus/components/component_env.htm

⁽¹⁰⁾ http://ec.europa.eu/environment/life/funding/lifeplus/components/component_info.htm

⁽¹⁾ Communication de la Commission (COM(2002)276) du 5 juin 2002

⁽²⁾ http://ec.europa.eu/governance/impact/index_en.htm

⁽³⁾ <http://ec.europa.eu/environment/policyreview.htm>

3. Activités administratives

Comme expliqué précédemment, seuls 5 des 41 Services de la Commission à Bruxelles ont un système explicite de management environnemental en place. Cependant, l'impact de certaines de leurs actions sur l'empreinte environnementale globale de la Commission est particulièrement significatif.

Ainsi, deux de ces Services, la DG DIGIT et l'OIB, sont les principaux gestionnaires de du cadre de travail physique de la Commission. Les biens et services qu'ils gèrent vont des immeubles aux fournitures de bureau en passant par les transports, l'informatique et les télécommunications.

A noter qu'en 2008, la Commission a réalisé une étude sur son empreinte carbone, permettant d'évaluer globalement l'ensemble de ses émissions de gaz à effet de serre à Bruxelles et au Luxembourg. Cette étude, dont les résultats sont en cours d'évaluation, clarifiera les actions prioritaires futures.

Ce chapitre décrit les actions réalisées en 2008 et analyse la performance environnementale des activités administratives quotidiennes. Il est précisé, pour chacun des aspects significatifs ci-dessous, s'il s'applique à l'ensemble de l'institution à Bruxelles ou à un nombre restreint d'immeubles et/ou Services.

3.1. Immeubles

Champ d'application: Données relatives aux 15 immeubles de la Commission enregistrés EMAS et des 8 nouveaux à enregistrer (voir §1.5)

Objectif: Réduire au maximum les incidences environnementales des immeubles de la Commission, en particulier les immeubles les moins performants.

3.1.1. Énergie et Eau

Champ d'application: Afin de garantir la comparabilité des résultats, les données énergie et eau sont présentées pour les immeubles de bureau de la Commission. Ceux-ci représentent 19 bâtiments (*) sur les 23 bâtiments considérés dans le périmètre du système de management. Cependant, tout est mis en œuvre pour aussi maîtriser les consommations dans les 4 autres immeubles; crèches et ateliers.

Par rapport à 2007, les consommations totales d'énergie par m² (électricité + gaz + fuel) ont diminué de 15 % et de 27 % par personne. Ceci s'explique principalement par une forte diminution de la consommation de gaz au BERL, ainsi que par la prise en compte dans la gestion EMAS des

(*) MO34, SC11, GUIM, BRE2, BU5, BU9, BERL, BU1, B-28, J-54, L-86, BREY, B-232, CDMA, DM-24, J-27, J-30, J-79, L-41

| | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2008 vs 2007 |
|--|--------|--------|--------|---------|---------|---------|---------|--------------|
| Total des surfaces m ² | 75 857 | 75 857 | 75 857 | 206 166 | 253 525 | 268 292 | 421 965 | +57 % |
| Energie Totale (elec+gaz+fioul) (MWh/an) | 20 835 | 20 730 | 20 083 | 76 856 | 87 169 | 82 220 | 109 920 | +34 % |
| kWh/m ² | 275 | 273 | 265 | 373 | 344 | 306 | 260 | -15 % |
| kWh/personne | 11 118 | 11 062 | 10 717 | 19 057 | 16 642 | 14 420 | 10 576 | -27 % |
| Électricité (MWh/an) | 12 656 | 12 276 | 11 923 | 40 749 | 39 909 | 40 427 | 60 445 | +50 % |
| kWh/m ² | 167 | 162 | 157 | 198 | 157 | 151 | 143 | -5 % |
| kWh/personne | 6 753 | 6 551 | 6 362 | 10 104 | 7 619 | 7 090 | 5 816 | -18 % |
| Gaz + Fuel (MWh/an) | 8 179 | 8 454 | 8 160 | 36 107 | 47 260 | 41 793 | 49 475 | +18 % |
| kWh/m ² | 108 | 111 | 108 | 175 | 186 | 156 | 117 | -25 % |
| kWh/personne | 4 364 | 4 511 | 4 354 | 8 953 | 9 023 | 7 330 | 4 760 | -35 % |
| Eau (m ³ /an) | 45 310 | 48 106 | 52 186 | 114 702 | 140 616 | 133 791 | 195 664 | +46 % |
| L/m ² | 597 | 634 | 688 | 556 | 555 | 499 | 464 | -7 % |
| L/personne | 24 178 | 25 670 | 27 847 | 28 441 | 26 845 | 22 493 | 18 827 | -16 % |
| Émissions CO ₂ (Tonnes/an) | 5 390 | 5 407 | 5 241 | 19 238 | 20 478 | 19 510 | 27 762 | +42 % |
| kg/m ² | 71 | 71 | 69 | 93 | 81 | 73 | 66 | -10 % |
| kg/personne | 2 876 | 2 885 | 2 797 | 4 770 | 3 910 | 3 422 | 2 671 | -22 % |

Figure 2 – Consommation d'énergie et eau des immeubles de bureau enregistrés ou à enregistrer EMAS

8 nouveau immeubles, plus performants au niveau énergétique par m² et plus efficace en matière d'occupation (moins de m²/personne).

- (1) La consommation d'électricité par m² a diminué de 5 % en 2008. Cette tendance est presque quasi-générale sur l'ensemble des immeubles considérés.
- (2) La majorité des immeubles considérés ont augmenté leur consommation de gaz et de fioul durant l'année 2008, résultat d'un hiver plus rigoureux qu'en 2007. Malgré cela, la consommation totale par m² a diminué de près de 25 % en 2008. Cela s'explique par les très bonnes performances du BERL, -19 % kWh/m² en 2008 par rapport à 2007.
- (3) La consommation d'eau par m² a diminué de plus de 7 %. Cette diminution aurait pu être encore plus significative sans les fuites d'eau survenues au BRE2 (+84 %) et au J-54 (+42 %).

A noter que l'objectif fixé pour 2008, à savoir 3 % d'économie d'énergie et d'eau par m² pour les immeubles les moins performants (1) (ensemble du parc d'immeubles de la Commission à Bruxelles) a été atteint en ce qui concerne l'énergie. En effet, les consommations d'énergie en 2008 pour ces immeubles étaient 5,5 % inférieures à celles de 2007. En revanche en ce qui concerne l'eau, la diminution sur ce type d'immeubles n'a été que de 1,7 % par m², ce qui va toutefois dans la bonne direction d'amélioration continue.

Nous avons:

- (1) Avancé dans le domaine de l'optimisation de l'éclairage des zones de circulation (couloirs, escaliers, parkings, etc.).
- (2) Avancé dans le domaine de l'optimisation de la ventilation, du chauffage et de la climatisation en dehors des heures de bureau.
- (3) Supprimé l'eau chaude dans les sanitaires lorsque cela était possible.
- (4) Amélioré la performance énergétique des distributeurs automatiques de boissons.

Nous allons:

- (1) Continuer sur notre lancée et réduire la consommation d'énergie et de l'eau de 3 % dans les immeubles les moins performants sur ce plan.
- (2) Dans le cadre du projet «PUL» (2), appliquer une métho-

dologie d'évaluation fondée sur l'ensemble des coûts du cycle de vie d'un immeuble. Ce coût tiendra compte des coûts de construction, de fonctionnement (maintenance technique, consommation d'énergie, entretien, etc.) et de rénovation/ démolition ultérieure.

- (3) Limiter le fonctionnement des installations techniques dans les immeubles en-dehors de l'horaire standard.
- (4) Continuer à optimiser les systèmes d'éclairage tant que possible.
- (5) Opter pour des systèmes économes en énergie lors du remplacement des systèmes de refroidissement.
- (6) Mettre en place un système de suivi plus régulier de nos consommations d'énergie et d'eau pour une plus grande compréhension et réactivité vis-à-vis des performances énergétiques des bâtiments.
- (7) Préparer 8 nouveaux immeubles pour enregistrement EMAS en 2010.

3.1.2. Gaz détruisant la couche d'ozone

Certaines installations de refroidissement des immeubles et équipements de réfrigération des infrastructures sociales (restaurants, self-services et cafétérias) contiennent des substances réfrigérantes (comme les HCFC) connues pour détruire la couche d'ozone.

Champ d'application: Cette action concerne l'ensemble des immeubles de la Commission à Bruxelles.

| Année | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 |
|-------------------------|--------|--------|--------|--------|
| Charge totale (Kg) | 16 807 | 16 222 | 17 156 | 17 109 |
| Pertes totales (Kg) | 1 130 | 1 135 | 762 | 696 |
| Dont pertes de R22 (Kg) | 965 | 974 | 741 | 543 |

Figure 3 – Pertes de gaz réfrigérant dans tous les immeubles à Bruxelles

Nous avons:

- (1) Mis à jour l'inventaire des équipements contenant du R22 dans les infrastructures sociales en vue de leur remplacement progressif d'ici 2012, soit bien avant l'année butoir de 2015 fixée par le règlement (CE) n° 2037/2000 du 29 juin 2000.

Nous allons:

- (1) Remplacer (ou transformer le cas échéant) progressivement les installations de refroidissement des immeubles pour avoir éradiqué le R22 en 2012. Un équipement sera concerné en 2009, sur un total de 40.

(1) Pour l'énergie: BERL, BREY, BU (esp.), CCAB, L-86, MO34, SDME / pour l'eau: BERL, BREY, BU (esp.), L-86, MO51, SC29, SDME

(2) Le Projet Urbain Loi (PUL) vise le réaménagement urbanistique du Quartier européen en partenariat étroit entre la Région Bruxelles-Capitale, la Commission et la Ville de Bruxelles.

| Année | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2012 |
|--|------|------|------|------|------|------|
| Nombre d'équipements restant à remplacer à la fin de l'année | 211 | 133 | 79 | 40 | 39 | 0 |
| Pertes de gaz (R22) en Kg | 16,8 | 32,9 | 15,8 | 6,7 | | |

Figure 4 – Phase-out des équipements contenant des HCFC dans les infrastructures sociales

3.1.3. Respect de la législation

Nous avons pris les mesures appropriées en ce qui concerne le respect de la législation et la mise à jour des permis environnementaux pour les huit (!) nouveaux immeubles à enregistrer EMAS.

Nous allons nous assurer du respect de la nouvelle directive communautaire sur la performance des bâtiments (Directive 2002/91/CE sur la Performance Energétique des Bâtiments), dès qu'elle sera transposée en droit local par la région de Bruxelles-Capitale.

3.2. Déchets

Champ d'application: Cet aspect concerne tous les déchets ordinaires générés quotidiennement dans tous les immeubles de la Commission à Bruxelles. Tout comme en 2007, sont inclus les déchets spéciaux résultant de la maintenance des installations et équipements techniques dans les immeubles et les produits toxiques utilisés pour l'impression offset.

Objectif: Optimiser le recyclage et la réutilisation des déchets et encourager la prévention des déchets dans la mesure du possible.

3.2.1. Déchets ordinaires

Le volume de déchets générés par personne/an est en augmentation, passant de 284 kg en 2007 à 294 kg en 2008. Ceci représente 3 % d'augmentation alors que notre objectif pour 2008 était une diminution de 2 %.

Total des déchets (Kg) par personne

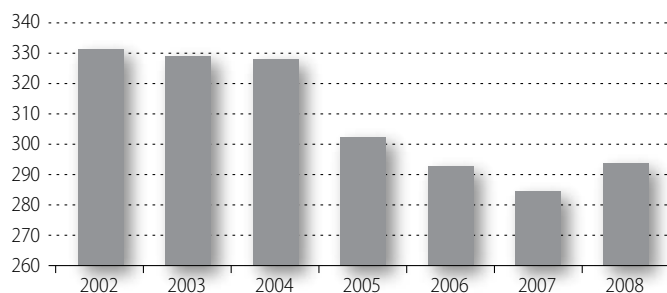


Figure 5 – Évolution de la quantité de déchets générés par personne sur l'ensemble des immeubles de la Commission

(!) CDMA, L-41, BREY, J-27, J-30, J-79, B232, DM²4

Ces 10 kg de déchets supplémentaires par personne sont majoritairement des déchets ordinaires non triés. Nous estimons qu'une partie de ces déchets pourrait être triée: la sensibilisation du personnel, ainsi que du personnel de nettoyage sur cet aspect sera accentuée.

Suite à la signature d'un nouveau contrat pour l'enlèvement des déchets, il nous est possible de suivre de manière plus fine l'évolution et le traitement de ceux-ci:

- les déchets non triés sont recyclés sous forme d'énergie renouvelable à concurrence de 24 %
- les déchets papiers/cartons (poubelles jaunes) sont recyclés à plus de 90 %
- les déchets « food packages » (poubelles bleues) sont recyclés à concurrence de 95 %
- les déchets alimentaires donnent du compost à 100 %
- le verre (poubelles vertes) est recyclé à 98 %

Nous avons:

- Amélioré le système de collecte des déchets en poursuivant l'installation de poubelles bleues (pour la collecte des bouteilles en plastiques, cannettes en aluminium, boîtes de conserves, briques de boissons) tant dans les cafétérias qu'à chaque étage des immeubles (906 poubelles en 2008 contre 877 en 2007) de la Commission et en augmentant le nombre de points de collecte du verre. L'objectif final étant de disposer d'une poubelle bleue à chaque étage dans tous les immeubles.

Nous allons:

- Diminuer le volume total de déchets générés de 2 % en 2009.
- Compléter l'installation des poubelles bleues à tous les étages et des poubelles vertes dans tous les immeubles de la Commission.
- Supprimer d'ici fin 2009 l'ensemble des gobelets en frigolite actuellement distribués dans les cafétérias de la Commission.
- Accentuer la sensibilisation du personnel et du personnel de nettoyage à la prévention, au tri et au recyclage des déchets.

3.2.2. Équipements obsolètes

Nous avons continué à utiliser le contrat signé avec l'association à but non lucratif OXFAM - Solidarité portant sur la collecte, la réutilisation et le recyclage écologique de tout le mobilier et le matériel informatique obsolètes.

Au moyen de ce contrat, la CE met en application la politique consistant à déclasser le matériel informatique et les équipements de bureau lorsqu'ils arrivent à la fin de leur

cycle de vie économique mais qu'ils peuvent encore être réutilisés, au lieu de les déclasser lorsqu'ils sont déjà passés au stade de déchets.

Dans ce contexte, il est à noter qu'une action environnementale peut conduire à une action sociale: ce matériel est partiellement réutilisé et revendu par OXFAM - Solidarité (de 16 à 75 % du matériel informatique selon les années) dans le but de financer ses activités sociales. Le reste du matériel est confié à la filière Recupel, l'organisation à but non lucratif chargée du recyclage des déchets électriques et électroniques en Belgique. Cette démarche nous permet de respecter notre engagement en faveur du recyclage ou démantèlement des déchets conformément aux réglementations environnementales en vigueur.

Depuis 2006 le taux annuel de réutilisation des équipements informatiques s'est stabilisé en moyenne au dessus de l'objectif de 60 %: ainsi en 2008, 92 % des PC et 72 % des écrans ont été réutilisés. Ceci s'explique par l'amélioration de l'état général des biens récupérés. Mais la forte baisse tendancielle des prix du matériel neuf a pour conséquence de réduire l'avantage comparatif des biens informatiques d'occasion. Ainsi par exemple, compte tenu de la performance des imprimantes neuves au niveau financier et technique, le taux de réutilisation des imprimantes est bas (36 % en 2008). Rien n'indique un renversement de cette tendance dans un avenir proche.

| Matériel TIC obsolète en % | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 |
|---|------|--------|--------|-------|--------|--------|--------|
| Nombre total d'unités | n.d. | 13 948 | 10 130 | 6 960 | 18 273 | 10 090 | 11 175 |
| Réutilisation comme matériel d'occasion | 73 % | 69 % | 16 % | 44 % | 72 % | 66 % | 75 % |
| Recyclage ou démantèlement | 27 % | 31 % | 74 % | 56 % | 28 % | 34 % | 25 % |

Figure 7 – Réutilisation du matériel TIC obsolète par OXFAM - Solidarité

Nous allons poursuivre notre démarche de recyclage et réutilisation du matériel obsolète par l'intermédiaire d'Oxfam - Solidarité pendant la durée du contrat en visant une stabilisation du taux annuel de réutilisation du matériel informatique à 60 % au moins.

3.3. Papier et impression

Champ d'application: Cet aspect s'applique à l'ensemble de la Commission à Bruxelles.

La consommation de papier est surveillée dans trois domaines d'activité différents:

- papier de bureau utilisé dans les imprimantes, photocopieuses, etc.,
- papier offset utilisé par l'atelier d'impression central et
- publications officielles imprimées par l'Office des Publications.

Objectifs: Réduire la consommation de ressources naturelles et la production de déchets en promouvant une consommation de papier raisonnée.

3.3.1. Papier de bureau

La quantité totale de papier de bureau utilisé au sein de la Commission a continué à décroître (de 1 681 tonnes en 2007 à 1 557 tonnes en 2008, soit -7,4 %). Ceci représente une diminution du nombre moyen de feuilles par personne et par jour ouvré de près de 12 % (de 59 en 2007 à 52 en 2008), soit plus que l'objectif fixé pour 2008 de -2 %.

Nombre de feuilles

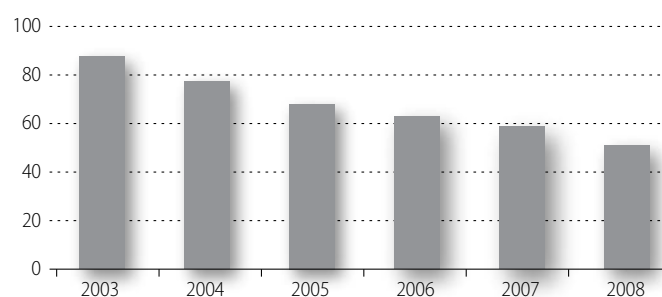
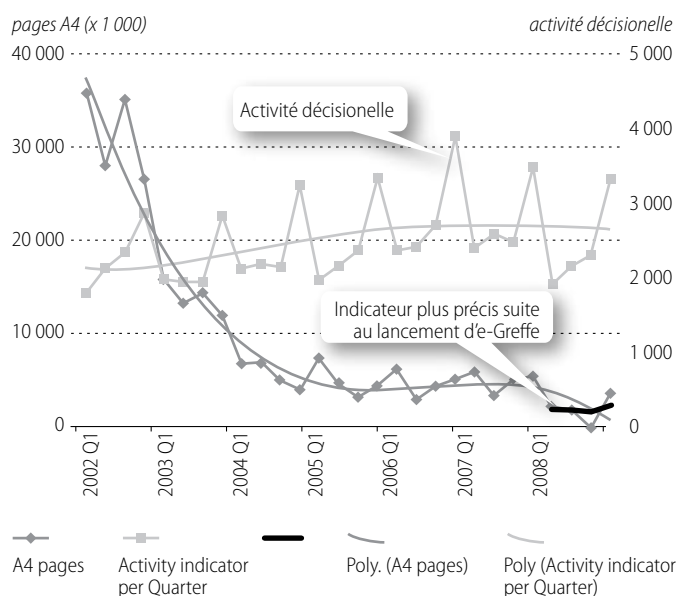


Figure 8 – Nombre de feuilles par personne et par jour ouvré pour l'ensemble de la Commission

Nous avons:

- Commencé, à la DG DIGIT, l'opération de retrait progressif des imprimantes individuelles en faveur des imprimantes en réseau et des dispositifs multifonctionnels. Le ratio imprimantes individuelles/imprimantes partagées de la DG DIGIT est passé de 0,74 en octobre 2007 à 0,71 au 31 décembre 2008.
- Approuvé fin 2008 la stratégie d'impression à l'échelle de la Commission. Sa mise en œuvre est planifiée à partir de 2009 et devrait conduire, entre autres, à la réduction du nombre moyen de pages imprimées par utilisateur dans l'ensemble de la Commission.
- Mis en production la nouvelle application «e-Greffe», dont le but est d'informatiser la soumission au greffe de la Commission de tous les actes qui font l'objet d'une procédure du Collège. Cela a notamment permis d'une part d'améliorer la précision du suivi de l'activité décisionnelle de la Commission (voir figure 9), et d'autre part de diminuer de 21 % les impressions des ateliers de reproduction et les imprimantes du greffe.

Diffusion de documents adressés aux autres Institutions européennes



Le graphique ci-dessus met en relation les deux éléments suivants:

- l'indicateur traditionnel de l'«activité décisionnelle» de la Commission s'est trouvé modifié par la mise en œuvre de l'application e-greffe depuis le 30 avril 2008. Le nouvel indicateur d'activité plus précis (en rouge sur le graphique) a été défini depuis,
- la consommation de papier pour les versions finales des documents adressés aux autres institutions européennes. Cette consommation a baissé de manière significative, en particulier au cours de la période 2002-2004, grâce à l'utilisation accrue de la transmission électronique («Greffe 2000») et, pour le papier restant, à la généralisation de l'impression recto-verso, et ce malgré l'impact de l'élargissement.

Depuis 2007 un niveau de consommation incompressible a été atteint. Seul l'échange entièrement électronique de documents interinstitutionnels pourrait permettre de réduire cette consommation.

Nous allons:

Maintenir la pression sur la réduction de la consommation de papier de bureau (2 % par personne) au moyen de différentes actions, notamment par:

- (1) La sensibilisation à l'impression et aux méthodes de travail électroniques.
- (2) L'accélération du retrait progressif des imprimantes individuelles en faveur des imprimantes en réseau et des dispositifs multifonctionnels. Plus particulièrement, DG DIGIT, DG ADMIN, DG ENV sont fixés pour objectif de porter leur ratio imprimantes individuelles/imprimantes partagées de 1,04 (décembre 2008) à 0,60 d'ici fin 2009.

- (3) La sélection d'un outil de mesure de nombre d'impressions et de copies réalisées sur chaque appareil. Ceci donnera aux différents services de la Commission la possibilité de piloter la consommation de papier des imprimantes et photocopieuses qu'ils utilisent. Cet outil sera sélectionné d'ici fin 2009.

- (4) L'utilisation d'e-Greffe

3.3.2 Papier offset

La consommation de papier offset en poids a augmenté de plus de 29 % en 2008 (366 tonnes en 2008 par rapport à 283 tonnes en 2007).

Cette forte croissance s'explique notamment par:

- (1) L'emploi des papiers reçus de l'OPOCE (100 tonnes), dont le grammage est plus lourd et dont les formats sont plus grands (=pertes de papier à la coupe) que ceux employés habituellement.
- (2) Du nombre accru de demandes d'impressions en couleur qui nécessite un papier au grammage plus lourd.
- (3) L'accroissement de l'activité d'impression au cours de l'année, au travers de la prise en charge de nombreux travaux d'impression qui avaient été externalisés en 2006 et 2007.

Consommation de papier offset

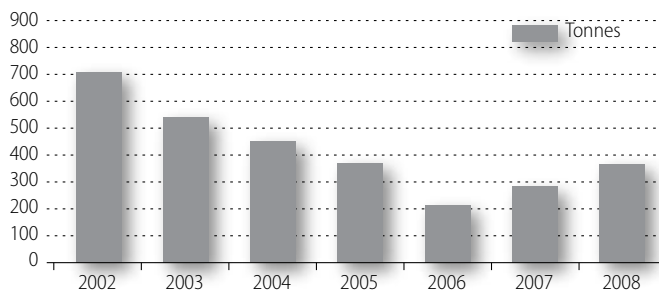


Figure 11 – Consommation totale de papier offset

Nous avons:

- (1) Grâce à l'étroite collaboration avec le greffe dépassé l'objectif de diminution d'impression de COM SEC finaux de 25 000 unités (environ 10 % des travaux totaux d'impression), avec une diminution de 70 000 unités en 2008.
- (2) Réduit la consommation de produits chimiques pour l'impression, en particulier de l'alcool contenu dans les solutions de mouillage de 10 à 5 %.
- (3) Augmenté la part du papier respectueux de l'environnement à 100 % du total en 2008.

Nous allons:

- (1) Continuer à sensibiliser les services responsables sur les volumes d'impression.
- (2) Continuer à utiliser du papier respectueux de l'environnement.
- (3) Réduire la part d'alcool dans les solutions de mouillage au strict minimum.

3.3.3. Publications imprimées par l'OPOCE

Champ d'application: Ceci concerne l'ensemble du programme ordinaire des publications (POP) du Secrétariat général imprimées par l'OPOCE, hors publications exceptionnelles.

Le poids des publications du programme ordinaire des publications a augmenté de 4 % en 2008, ce qui n'a pas permis d'atteindre globalement l'objectif fixé (maintien du poids total des publications imprimées dans le cadre du POP, par rapport à 2007), le nombre total de pages imprimées ayant augmenté.

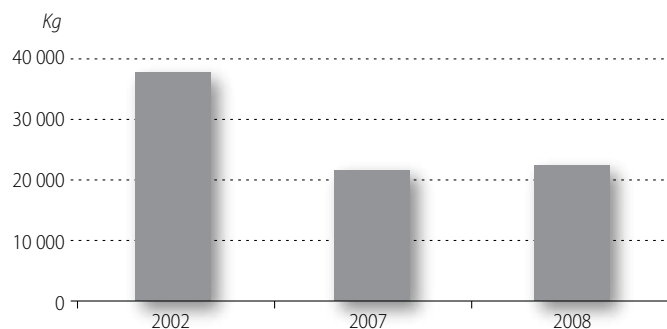
Poids des publications

Figure 12 – Poids des publications imprimées par l'OPOCE

Début 2009, la Commission a réorganisé une partie du Secrétariat général. Notamment le travail relatif aux publications générales a été transféré à la Direction générale Communication.

3.4. Transports et Mobilité

Champ d'application: Ce thème concerne l'ensemble de la Commission à Bruxelles

Trois domaines sont particulièrement concernés:

- (1) Les déplacements professionnels.
- (2) Les trajets quotidiens du personnel entre le domicile et le lieu de travail,
- (3) Le parc de véhicules de la Commission.

Objectif: Réduire au maximum les émissions CO₂ générées par les déplacements

3.4.1. Déplacements professionnels**Nous avons:**

- (1) Poursuivi nos efforts en termes de réduction des déplacements professionnels par le déploiement de la visioconférence. Ainsi le projet pilote de déploiement de systèmes de vidéoconférence personnels à destination du personnel d'encadrement de la DG DIGIT a continué, avec un résultat de 64 % de taux d'équipement à la fin de l'année dépassant ainsi l'objectif de 50 %.
- (2) Maintenu l'effort de promotion pour l'utilisation des vélos de service: augmentation du nombre de vélos disponibles de 176 en 2007 à 230 en 2008, ainsi que de leur utilisation (près de 26 000 utilisations, soit une augmentation de plus de 12 % par rapport à 2007).
- (3) Promu l'utilisation des transports en commun, notamment par la distribution de 49 000 tickets gratuits pour le réseau de transports en commun de Bruxelles pour les déplacements professionnels entre des immeubles de la Commission ou vers l'aéroport de Zaventem (augmentation de 16 % par rapport à 2007).

Nous allons:

- (1) Continuer nos efforts pour la réduction des déplacements professionnels:
 - poursuivre les mesures de l'utilisation de tous les moyens de vidéoconférence disponibles au sein de la Commission afin de mieux suivre l'évolution de cette activité et d'optimiser l'utilisation des équipements disponibles.
 - évaluer de façon plus précise le nombre et le type de déplacements professionnels effectués, et déterminer le potentiel d'amélioration existant.

3.4.2. Les déplacements domicile/travail

Une enquête a été lancée en juillet 2008 auprès de l'ensemble de la Commission à Bruxelles concernant l'utilisation des modes de transport par le personnel pour les déplacements *domicile/travail*. Cette enquête confirme l'impact positif progressif des actions de la Commission en faveur de l'utilisation accrue des modes de transports durables.

Ainsi, les principales évolutions suivantes sont à noter (période 1998-2008):

- la part du véhicule privé est passée de 50 à 29 %
- la part du transport public de 32 à 50 %
- celle de la marche à pied et des vélos de 17 % à 18 %
- le co-voiturage est resté marginal à 1 %.

Près du tiers des utilisateurs a déclaré que les moyens mis à la disposition du personnel avaient changé ses habitudes.

Nous avons:

- (1) Poursuivi la promotion de l'utilisation du vélo, notamment en organisant 9 formations «À vélo dans le trafic urbain» afin de sensibiliser les cyclistes à la sécurité. A noter que les efforts continus de la Commission portés sur la promotion de l'utilisation du vélo par ses employés ont été salués par l'obtention du «prix du Parking d'Or» 2008 par l'association «Pro-Vélo» et la ville de Bruxelles.
- (2) Continué à offrir des alternatives aux déplacements domicile/travail en poursuivant l'utilisation de l'horaire flexible (17 000 personnes appliquent l'horaire flexible contre 15 000 personnes en 2007) et le télétravail (près de 1 000 personnes ont adopté ce mode de travail en 2008; de nouvelles modalités d'utilisation du télétravail devraient être décidées courant 2009).
- (3) Continué à encourager l'utilisation des transports en commun, et notamment en demandant dans le budget 2010, un financement correspondant à 50 % des abonnements de transport en commun du personnel de la Commission.

Nous allons:

- (1) Poursuivre les possibilités d'appliquer l'horaire flexible et le télétravail et évaluer l'impact de ceux-ci sur la mobilité du personnel.
- (2) Adopter un nouveau plan de mobilité, qui fixera des objectifs d'utilisation des transports dans les déplacements domicile/travail du personnel pour la période 2010-2012.

3.4.3. Parc de voitures de la Commission

L'émission CO₂ moyenne du parc de voitures de la Commission a diminué plus de 12 %, soit de 241g/km en 2007 à 210 g/km en 2008 (1).

Nous avons:

- (1) Continué la mise en œuvre d'une politique d'achat plus écologique pour le parc de véhicules de la Commission, en remplaçant 21 anciens véhicules équipés de moteurs à essence de grosse cylindrée par de nouveaux modèles dotés de moteurs diesels de cylindrée inférieure et de filtres à particules.
- (2) Formé tous les chauffeurs de la Commission à «l'éco-conduite».
- (3) Mis en place un système de calcul basé sur les émissions réelles des véhicules, et non plus basé sur des émissions théoriques (renseignées sur les certificats de conformité).

(1) Consommation réelle des véhicules multipliée par le coefficient d'émission du combustible.

Nous allons:

- (1) Continuer à remplacer systématiquement les véhicules du parc de la Commission qui ne sont plus rentables économiquement parlant par des modèles plus écologiques (moteurs de cylindrée inférieure, technologie hybride, biocarburants, etc.) (2).
- (2) Poursuivre les cours d'«éco-conduite» pour les conducteurs des véhicules du parc de la Commission.

3.5. Marchés publics écologiques (MPE)

Champ d'application: Cet aspect concerne les cinq Services pilotes mais peut également avoir un impact sur l'ensemble de la Commission, par exemple pour les contrats d'équipements ou de services horizontaux.

Objectif: Exiger le respect de critères environnementaux pour les biens et services obtenus auprès de fournisseurs externes à la Commission.

Depuis l'introduction de l'EMAS, un nombre croissant de contrats intègrent des spécifications environnementales.

3.5.1. Marchés relatifs à l'infrastructure

Nous avons:

- (1) Continué à introduire systématiquement des critères environnementaux dans les appels d'offres de l'OIB. La notion de MPE a été incluse dans 8 des 25 contrats supérieurs à 60 000 euros signés en 2008 (soit 32 % des contrats, contre 23 % en 2007). Ces contrats concernent des marchés ayant un impact potentiel important sur l'environnement, tels que le nettoyage (bureaux et vitres) ou l'enlèvement et le traitement des déchets.

Nous allons:

- (1) Introduire des critères environnementaux dans au moins 40 % des contrats relevant de la responsabilité de l'OIB, et supérieurs à 60 000 euros.
- (2) Exiger une part d'électricité verte d'au moins 50 % pour 2009 et 100 % pour 2012 (appel d'offres lancé en 2009).

3.5.2. Équipement informatique

Nous avons:

- (1) Continué à inclure des critères environnementaux dans l'évaluation technique de l'ensemble des appels

(2) L'objectif à atteindre, en tenant compte de la composition spécifique du parc, consiste à réduire les émissions moyennes de CO₂ des véhicules de la Commission de 26 % d'ici 2012 par rapport à 2004. Cela correspond à la diminution exigée par l'UE (abaisser les émissions moyennes de 235 g/km en 2004 à 196,5 g/km en 2012)

d'offres concernant l'achat de matériel informatique et introduit ces mêmes critères dans l'évaluation financière. Partout où cela est pertinent, l'évaluation financière incorpore le coût de l'énergie consommée par le matériel pendant sa durée de vie programmée.

- (2) L'appel d'offres pour les PC de bureau lancé en 2007 avait souligné l'importance des critères environnementaux pour notre Institution. En incluant la consommation électrique (voir figure 13) dans l'évaluation financière, elle avait suggéré aux soumissionnaires qu'il fallait trouver un compromis acceptable entre la consommation des équipements et leur prix d'achat. Cette approche s'est poursuivie en 2008 dans la phase d'exécution du contrat-cadre résultant de l'appel d'offres, dans la mesure où le prix d'achat du nouveau modèle a diminué sensiblement tout en maintenant le même niveau de performance énergétique.
- (3) Mené une action d'information et de sensibilisation des prestataires de services informatiques aux aspects environnementaux des contrats signés avec la DG DIGIT.

Consommation électrique

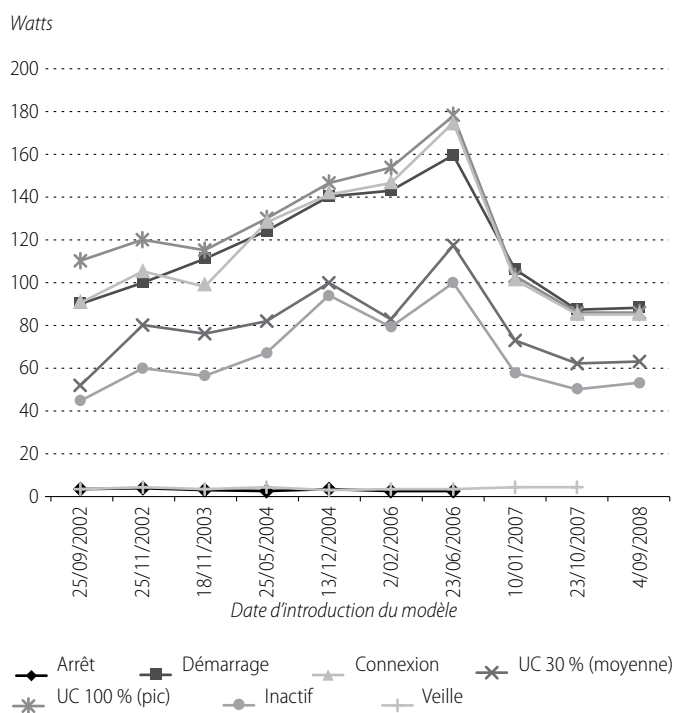


Figure 13 – Consommation d'électricité des différents types de PC introduits depuis 2002

Nous allons:

- (1) Continuer à informer et former le personnel, en particulier de la DG DIGIT et de l'OIB, impliqué dans les appels d'offres pour des équipements et services, sur la manière de prendre en compte les aspects et critères environnementaux.

(2) Continuer d'inclure systématiquement des critères environnementaux dans les marchés de matériel informatique. Commencer à inclure des critères environnementaux dans les marchés de services informatiques lorsque cela est pertinent.

- (3) Sélectionner un outil pour collecter les données de consommation d'énergie et visant à économiser cette énergie. Un tel outil sera sélectionné d'ici fin 2009 et un projet pilote aura lieu en 2010 où cet outil sera installé dans chaque ordinateur individuel de la DG DIGIT. L'installation de l'outil pourra alors être proposée à l'ensemble des autres services de la Commission.

3.5.3. Fournitures de bureau

Le catalogue des fournitures compte 680 articles différents, dont 131, soit près de 20 %, sont respectueux de l'environnement (recyclés, recyclables ou compatibles avec le développement durable). Cela concerne la papeterie, mais également les ampoules basses consommation, les batteries rechargeables ou autres produits de nettoyage «verts». Les fournitures non écologiques sont régulièrement remplacées par des produits plus respectueux de l'environnement. Une icône en forme d'arbre permet au personnel d'identifier facilement ces derniers dans le catalogue.

Nous avons:

- (1) Atteint notre objectif en augmentant en 2008, le nombre de fournitures écologiques à près de 20 % de l'ensemble du catalogue (16 % en 2007).
- (2) Réduit la consommation de cartouches d'encre pour imprimantes et photocopieuses d'environ 9 % par rapport à 2007. La proportion de cartouches recyclables représente 42 % de l'ensemble des cartouches utilisées, contre 36 % en 2007.

Cartouches d'encre

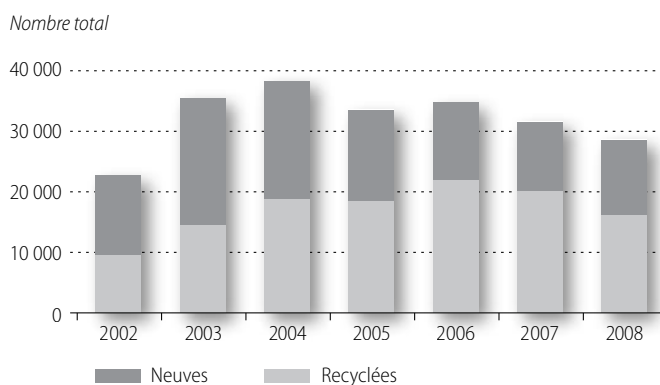


Figure 14 – Consommation totale de cartouches d'encre (imprimantes et photocopieuses)

Nous allons:

- (1) Continuer de remplacer dans le catalogue des articles de fournitures de bureau par de nouveaux articles plus écologiques. Nous envisageons d'augmenter au moins à 140 le nombre d'articles respectueux de l'environnement en 2009.
- (2) Continuer à surveiller l'utilisation des cartouches d'encre en liaison avec les technologies disponibles dans ce domaine en stimulant l'achat de cartouches recyclées et en intégrant ce facteur écologique dans les appels d'offres pour imprimantes/photocopieuses.
- (3) Mettre en place une formation aux marchés publics écologiques, notamment pour le personnel responsable des commandes et achats au sein de chaque service.

3.6. Prévention et gestion des risques sanitaires environnementaux

Champ d'application: Cet aspect s'applique à l'ensemble de la Commission à Bruxelles et concerne les responsabilités de l'employeur relatives à la protection des employés sur le lieu du travail.

Objectif: Garantir un environnement de travail de qualité et une utilisation responsable des produits chimiques.

Le service responsable de la sécurité et de l'hygiène au travail mène régulièrement des inspections et contrôles concernant les éléments de sécurité, d'hygiène et de bien-être des travailleurs, pour l'ensemble des immeubles occupés par la Commission européenne à Bruxelles. Ces inspections donnent lieu à des rapports, transmis par la suite aux services techniques responsables lorsque cela est nécessaire.

Rapport sur les contrôles des bâtiments

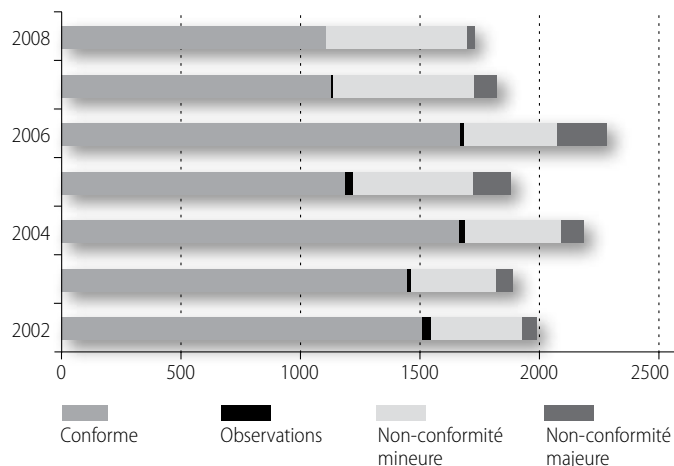


Figure 15 – Nombre de rapports et proportion des observations relevées

Le nombre de rapports contenant des remarques de non-conformité est stable (36 % en 2008 contre 38 % en 2007). A noter que la proportion de non-conformités majeures est en constante diminution depuis 2006 (2 % en 2008, 5 % en 2007 et 9 % en 2006).

Nous avons

- (1) Renforcé le contrôle des problèmes environnementaux éventuels, en augmentant et précisant les rubriques relatives à l'environnement dans cadre des futures inspections et contrôles.

Nous allons:

- (1) Améliorer la formation et l'information délivrées aux prestataires externes relatives à l'hygiène et la sécurité au travail et notamment en ce qui concerne les problématiques environnementales.

3.7. Communication

3.7.1. Communication externe

Champ d'application: Ceci concerne l'ensemble de la Commission.

Objectif: Communiquer et dialoguer de façon transparente avec les parties externes à la Commission, concernant les performances environnementales de la Commission.

Nous avons:

- (1) Présenté au grand public les principaux résultats de la phase pilote EMAS durant l'événement «portes ouvertes» de la Commission (Mai 2008).
- (2) Publié un communiqué de presse relatif à la politique de mobilité et de transport durable de la Commission, à l'occasion de la «semaine de mobilité 2008» (Septembre 2008).
- (3) Publié un communiqué de presse et un mémorandum au sujet de la vérification réussie d'EMAS et des résultats obtenus durant les 5 ans de la phase pilote d'EMAS à la Commission (Novembre 2008).
- (4) Reçu le «prix du parking d'Or» 2008 (prix déjà reçu en 2001), qui récompense chaque année l'employeur dans la région Bruxelloise ayant contribué le plus au développement de l'utilisation du vélo par ses employés. Ce prix est délivré par les associations cyclistes Bruxelloises et la Ville de Bruxelles.

- (5) Créé un «registre de communication externe», assurant le suivi des demandes d'information émanant de l'extérieur de la Commission (25 demandes reçues en 2008, 1 demande non répondue).

3.7.2. Communication interne, formation et sensibilisation

Champ d'application: Ceci concerne, d'une part le personnel et les sous-traitants des cinq services enregistrés EMAS et d'autre part l'ensemble du personnel de la Commission à Bruxelles.

Objectif: Assurer une meilleure compréhension du fonctionnement du SME par l'ensemble du personnel et encourager sa participation active.

Nous avons:

- (1) Poursuivi la **sensibilisation EMAS** dans les cours d'entrée en service pour tout le personnel à Bruxelles ainsi qu'aux stagiaires (respectivement 2500 et 1200 participants), et organisé des présentations du système pour certains services n'appliquant pas encore le système EMAS.
- (2) Organisé plusieurs **formations sur le règlement EMAS**, d'une part destinés à l'équipe en charge de la mise en œuvre d'EMAS (8 participants), et d'autre part pour le personnel des cinq services pilotes (plus de 300 participants). Fait la **promotion du transport durable**, au travers d'événements de sensibilisation tels que des petits déjeuners offerts aux employés cyclistes (10 événements) ou bien des tours guidés de Bruxelles à vélo (5 événements).
- (3) Fait la promotion de **l'utilisation optimale des ressources naturelles**, en communiquant en faveur de l'extinction des lumières dans les bureaux en cas d'absence prolongée ou bien en informant le personnel des aspects environnementaux liés à l'utilisation du matériel informatique.

- (4) Communiqué autour de **l'importance du tri des déchets**, au travers de la construction d'arbres de Noël à partir de bouteilles en plastique; nous avons organisé également une formation pour les employés en charge de la manipulation des substances et déchets dangereux (20 participants au total).

- (5) Créé un **«registre de communication interne»**, assurant le suivi des demandes d'information émanant d'employés (81 demandes reçues en 2008, dont 9 en attente de réponse).

Plus généralement, le fonctionnement d'EMAS et l'implication du personnel ont été relayés par la publication de plus de 25 articles au cours de l'année 2008 (magazine interne «Commission en Direct», site intranet de la Commission, newsletters spécialisées comme «Concrete» - publié par l'OIB-, ou bien «Management Matters» - à l'intention du management de la Commission- par exemple).

Nous allons:

- (1) Poursuivre les actions de sensibilisation et de formation, en particulier dans le cadre de l'extension d'EMAS à l'ensemble de la Commission (par exemple : formation de tous les nouveaux correspondants EMAS dans les DG concernées ou bien développement d'un module de formation en ligne permettant d'adresser un large nombre d'employés).
- (2) Mettre à jour le site Web interne consacré à EMAS, en mettant en exergue des conseils simples à adopter au travail de façon quotidienne (action reportée de 2008).
- (3) Développer une formation portant sur les marchés publics écologiques pour le personnel concerné (action reportée de 2008).

4. Conclusions

L'année 2008 a vu une consolidation de la gestion environnementale avec le renforcement de l'intégration des actions EMAS dans les tâches opérationnelles quotidiennes des cinq services pilotes. Les objectifs environnementaux de la Commission sont dorénavant fixés sur une période de trois ans, donnant plus de visibilité aux services pour le développement de leurs plans d'action EMAS. L'ensemble du système est planifié et suivi par la hiérarchie au travers des réunions régulières du Comité Directeur EMAS; quant au suivi opérationnel du système, il s'effectue au travers des réunions mensuelles des EMAS officers.

A partir de 2009, le système de gestion sera renforcé davantage encore par une planification dans le temps plus adaptée: l'ensemble des plans d'actions seront développés et validés au mois de Novembre de chaque année, à temps pour y être intégrés dans le cycle de gestion annuelle global de la Commission (programmation, évaluation et reporting).

La décision du Comité Directeur EMAS de clore la phase pilote et de suggérer l'extension de ce système à l'ensemble de la Commission à Bruxelles et Luxembourg, reflète l'intérêt de ce système de gestion pour la Commission en particulier, et pour toute organisation en général. D'une part, le système permet une réduction de l'empreinte écologique, ainsi que des coûts énergétiques associés. D'autre part, il renforce les synergies entre les divers services impliqués, motive le personnel autour d'objectifs communs, et améliore l'image de l'organisation au travers notamment d'une transparence accrue.

Annexe 1 • Politique environnementale EMAS



COMMISSION EUROPÉENNE

Système de Management Environnemental



Politique environnementale EMAS

En 1997 la Commission européenne a mis en place un programme de gestion respectueuse de l'environnement et, par la suite en 2001, elle a décidé de mettre en œuvre (dans cinq services pilotes) un système de management environnemental appliquant le règlement (EC) 761/2001. Ce règlement permet une participation volontaire des organisations à un système communautaire de management environnemental et d'audit (EMAS).

En enregistrant les services de la Commission, celle-ci poursuit un double but: (i) être compatible avec les principes environnementaux figurant dans le Traité instituant la Communauté européenne et (ii) donner l'exemple aux Etats membres.

La Commission reconnaît ainsi la contribution positive qu'elle peut apporter au développement durable en tant qu'objectif à long terme tant au niveau de ses processus politiques et législatifs qu'à celui de ses actions et décisions courantes.

Concrètement, la Commission s'engage à réduire l'impact environnemental de son travail quotidien et à améliorer de façon continue sa performance environnementale. Elle s'engage ainsi à :

- (1) Prendre les mesures pour prévenir la pollution et pour atteindre une utilisation plus efficace des ressources naturelles (principalement l'énergie, l'eau et le papier);
- (2) Prendre les mesures nécessaires pour réduire l'ensemble des émissions de CO₂ (principalement celles dues aux immeubles et au transport);
- (3) Encourager la limitation des déchets en maximisant leur recyclage et leur réutilisation et en optimisant leur élimination;
- (4) Intégrer des critères environnementaux dans les procédures de marchés publics et dans les règles relatives à l'organisation d'événements;
- (5) Se conformer à la législation et aux règlements environnementaux pertinents;
- (6) Stimuler un comportement durable de tout le personnel et des sous-traitants par des actions de formation, d'information et de sensibilisation;

Et, en relation avec l'activité principale de la Commission, elle s'engage à :

- (7) Évaluer systématiquement les impacts potentiels au niveau économique, social et environnemental des nouvelles initiatives majeures au plan politique et législatif, et promouvoir l'intégration systématique des objectifs environnementaux dans les politiques communautaires;

- (8) Assurer l'efficacité de la législation environnementale et de son financement en créant une plus-value environnementale;
- (9) Promouvoir une communication transparente et un dialogue avec les intéressés tant internes qu'externes.

En vertu des pouvoirs conférés aux autorités investies du pouvoir de nomination, le comité directeur EMAS, représenté par la Secrétaire Générale de la Commission européenne, les Directeurs Généraux de la direction générale de l'environnement, de la direction générale du personnel et de l'administration, et de la direction générale de l'informatique, et le Directeur de l'office pour les infrastructures et la logistique à Bruxelles, approuve la présente déclaration d'orientation et s'engage à allouer les ressources nécessaires pour la gestion efficace du système de management environnemental.

Le présent document prend effet à la date de sa signature.

Bruxelles, le *3 juin 2008*



Catherine DAY
Secrétariat-Général



Mogens Peter CARL
Direction-Générale
de l'Environnement



Claude CHENE
Direction-Générale
Personnel et Administration



Francisco GARCIA MORÁN
Direction-Générale
de l'Informatique



Gabor ZUPKO
Office pour les Infrastructures
et la Logistique à Bruxelles

Annexe 2 • Organigramme des DG EMAS

SG: http://ec.europa.eu/dgs/secretariat_general/sg_org_chart_fr.pdf

ADMIN: http://ec.europa.eu/dgs/personnel_administration/documents/chart_fr.pdf

OIB: http://ec.europa.eu/oib/doc/org-oib_fr.pdf

ENV: <http://ec.europa.eu/dgs/environment/directory.htm>

DIGIT: http://ec.europa.eu/dgs/informatics/about/whoswho/index_fr.htm

Annexe 3 • Glossaire terminologique

| | |
|-----------------|---|
| CE | Commission européenne |
| CO ₂ | Gaz incolore, inodore, incombustible, formé au cours de la respiration, de la combustion et de la décomposition organique, utilisé pour la réfrigération des aliments et dans les boissons gazeuses, les atmosphères inertes, les extincteurs et les aérosols |
| DG | Direction générale |
| DG ADMIN | Direction générale Personnel et Administration |
| DG AIDCO | Direction générale EuropeAid |
| DG DIGIT | Direction générale Informatique |
| DG ENV | Direction générale Environnement |
| ECF | Sans chlore élémentaire |
| EMAS | Système de gestion environnementale et d'audit |
| IBGE | Bruxelles Environnement - Institut bruxellois pour la gestion de l'environnement |
| ISO 14001 | Norme internationale de gestion de l'environnement |
| OIB | Office pour les infrastructures et la logistique à Bruxelles |
| OPOCE | Office des publications officielles des Communautés européennes |
| OXFAM | Organisation active dans les domaines du développement, de l'aide d'urgence et de la mise en œuvre de campagnes, qui cherche à remédier au problème de la pauvreté dans le monde entier |
| PC | Ordinateur personnel |
| POP | Programme Ordinaire des Publications, géré par le Secrétariat Général |
| PUL | Projet Urbain Loi |
| R22 | Hydrochlorofluorocarbone (HCFC-22), gaz détruisant la couche d'ozone, utilisé comme réfrigérant. Son potentiel de destruction de la couche d'ozone est inférieur à celui du CFC-12. Il remplace provisoirement le CFC-12 et son utilisation dans l'Union européenne sera interdite en 2015. |
| SG | Secrétariat général |
| SME | Système de management environnemental |
| TCF | Totalement sans chlore |
| TIC | Technologies de l'information et de la communication |
| UE | Union européenne de 27 États-Membres depuis le 01 janvier 2007 |

Annexe 3 • Détail des Consommations par immeuble

| Immeubles | Surface (m ²) | Occup. Pers. au 31/12/08 | Adresse | Services occupants |
|--------------|---------------------------|-----------------------------|-------------------------|---------------------------------------|
| MO34 | 12 582 | 258 | Rue Montoyer 34 | ADMIN |
| SC11 | 9 185 | 192 | Rue de la Science 11 | ADMIN |
| GUIM | 10 796 | 170 | Rue Guimard 10 | ADMIN, OIB, PMO |
| BRE2 | 18 748 | 535 | Rue Breydel 2 | ADMIN, BUDG |
| HTWG (1)(2) | 4 032 | Dépôt | Houtweg 23 | OIB (Dépôt) |
| BU-5 | 11 540 | 304 | Avenue Beaulieu 5-7 | ENV |
| BU-9 | 13 006 | 415 | Avenue Beaulieu 9-11 | ENV, OIB (crèche) |
| BERL | 130 309 | 2 159 | Berlaymont | Collège, SG, COMM, SJ, ADMIN, OIB |
| BU-1 | 13 024 | 422 | Avenue Beaulieu 1-3 | ECFIN |
| B-28 | 14 767 | 464 | Rue Belliard 28 | DIGIT |
| CLOV (1) | 5 571 | Crèche | Boulevard Clovis 75 | OIB (Crèche) |
| DAV1 (1) | 12 450 | 122 | Avenue de Bourget 1-3 | OIB (Reproduction et Courier Central) |
| J-54 | 20 693 | 476 | Rue Joseph II 54 | AIDCO, EMPL |
| L-86 | 13 642 | 307 | Rue de la Loi 86 | OIB, ADMIN |
| WILS (1) | 2 544 | Crèche | Rue Wilson 16 | OIB (Garderie) |
| BREY (*) | 30 905 | 941 | Avenue d'Auderghem 45 | BUDG, ENTR |
| B-232 (*) | 11 709 | 439 | Rue Breydel 4 | SANCO |
| CDMA (*) | 19 297 | 722 | Rue du Champ de Mars 21 | RTD |
| DM-24 (*) | 15 094 | 484 | Rue Demot 24 | EPSO, TREN |
| J-27 (*) | 12 413 | 426 | Rue Joseph II 27 | EMPL |
| J-30 (*) | 18 538 | 477 | Rue Joseph II 30 | OLAF |
| J-79 (*) | 16 540 | 170 | Rue Joseph II 79 | CDP-OSP , COMP , MARE , OIB , TAXUD |
| L-41 (*) | 29 177 | 786 | Rue de la Loi 41 | AIDCO |
| Total | 446 562 | 10 519 | | |

(1) immeuble non-bureau

(*) nouveaux immeubles ajoutés dans le périmètre EMAS

Consommations Électricité (kWh)

| Immeubles | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 |
|----------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| MO34 | 2 928 465 | 2 354 512 | 2 351 752 | 2 149 468 | 2 064 125 | 1 822 207 | 1 793 384 |
| SC11 | 1 086 472 | 743 530 | 1 022 984 | 957 895 | 1 056 824 | 933 783 | 805 383 |
| GUIM | 1 267 289 | 1 404 288 | 1 358 017 | 1 376 555 | 1 316 689 | 1 170 787 | 1 169 914 |
| BRE2 | 2 840 314 | 3 057 218 | 2 643 236 | 2 764 345 | 2 698 529 | 2 434 844 | 2 404 282 |
| HTWG (¹) | 1 158 570 | 1 277 485 | 1 240 184 | 1 148 530 | 190 304 | 178 790 | 173 226 |
| BU-5 | 2 572 563 | 2 668 105 | 2 640 168 | 2 438 794 | 2 366 739 | 2 170 778 | 2 090 437 |
| BU-9 | 1 960 642 | 2 048 123 | 1 906 766 | 1 874 870 | 1 804 588 | 1 641 705 | 1 658 391 |
| BERL (²) | - | - | - | 29 186 865 | 21 556 877 | 21 259 527 | 21 604 935 |
| BU-1 (³) | - | - | - | 2 251 969 | 2 106 987 | 1 937 026 | 1 952 121 |
| B-28 (⁴) | 1 663 172 | 1 741 088 | 1 675 207 | 1 295 404 | - | 2 624 484 | 2 524 926 |
| CLOV (¹) +WILS (¹) | 475 624 | 500 609 | 497 608 | 499 658 | 512 085 | 534 354 | 540 583 |
| DAV1 (¹) (⁵) | - | - | - | - | 498 427 | 1 160 382 | 1 302 726 |
| J-54 | 1 952 435 | 2 005 831 | 1 832 023 | 1 955 225 | 2 012 906 | 1 820 203 | 1 746 523 |
| L-86 | 2 428 623 | 3 348 766 | 3 233 670 | 3 114 896 | 2 924 426 | 2 611 596 | 2 374 803 |
| BREY (*) | 6 911 552 | 6 788 493 | 6 608 848 | 5 074 184 | 4 894 793 | 4 230 299 | 4 035 158 |
| B-232 (*) | 1 520 733 | 2 289 848 | 2 261 290 | 1 522 750 | 1 268 533 | 1 253 675 | 1 290 404 |
| CDMA (⁴) (*) | - | - | - | 2 224 595 | 2 728 050 | 2 585 107 | 2 364 242 |
| DM-24 (*) | 2 161 832 | 2 120 596 | 1 956 189 | 2 048 714 | 2 116 650 | 1 850 873 | 1 795 438 |
| J-27 (*) | 2 050 348 | 2 008 741 | 1 921 849 | 1 994 175 | 2 774 405 | 3 117 104 | 1 815 996 |
| J-30 (*) | 2 648 750 | 2 854 000 | 2 721 175 | 2 959 879 | 3 165 638 | 3 422 399 | 3 597 620 |
| J-79 (*) | 2 341 022 | 2 809 473 | 2 678 109 | 2 613 753 | 2 265 151 | 2 004 714 | 1 914 835 |
| L-41 (*) | 4 822 782 | 5 131 632 | 4 607 471 | 4 605 713 | 4 204 940 | 3 749 536 | 3 506 074 |
| Total Général | 20 334 169 | 21 149 555 | 20 401 615 | 51 014 474 | 41 109 506 | 42 300 466 | 62 461 401 |

(*) nouveaux immeubles ajoutés dans le périmètre EMAS

(¹) immeuble non-bureau

(²) en rénovation jusqu'à Nov 2004

(³) immeuble en dehors du périmètre EMAS – données non disponibles

(⁴) immeuble occupé par la Commission à partir de 2004

(⁵) Immeuble en rénovation en 2006

(⁶) Immeuble occupé par la Commission à partir de 2006

Consommations Gaz & Fioul (kWh)

| Immeubles | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 |
|----------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| MO34 | 1 907 323 | 1 961 982 | 1 786 043 | 1 176 829 | 1 021 799 | 1 044 768 | 1 331 549 |
| SC11 | 967 171 | 998 121 | 898 550 | 876 470 | 1 052 980 | 732 251 | 670 484 |
| GUIM | 957 301 | 1 262 320 | 1 258 087 | 1 175 734 | 1 051 987 | 894 796 | 1 145 893 |
| BRE2 | 1 216 754 | 1 239 069 | 1 291 797 | 1 176 278 | 1 058 562 | 860 053 | 1 083 776 |
| HTWG (¹) | 1 018 547 | 1 117 441 | 1 165 865 | 1 037 317 | 211 707 | 284 511 | 301 877 |
| BU-5 | 1 590 702 | 1 535 181 | 1 499 944 | 1 479 956 | 1 659 283 | 1 536 411 | 1 639 038 |
| BU-9 | 1 539 613 | 1 457 248 | 1 425 643 | 1 904 157 | 1 977 984 | 1 679 727 | 1 979 760 |
| BERL (²) | - | - | - | 28 317 851 | 33 827 585 | 28 924 876 | 23 422 888 |
| BU-1 (³) | 1 835 278 | 1 620 833 | 1 816 111 | 1 669 430 | 1 640 362 | 1 598 043 | 1 792 442 |
| B-28 (⁴) | 812 500 | 954 668 | 943 401 | 673 786 | - | 645 086 | 713 284 |
| CLOV (¹) +WILS (¹) | 688 056 | 816 111 | 708 023 | 656 921 | 698 244 | 643 134 | 626 934 |
| DAV1 (¹) (⁵) | - | - | - | - | - | 750 664 | 1 024 132 |
| J-54 | 1 375 278 | 1 626 455 | 1 328 244 | 1 758 972 | 1 463 521 | 1 529 110 | 1 485 985 |
| L-86 | 1 945 626 | 1 845 070 | 1 295 696 | 2 167 595 | 2 505 804 | 2 348 236 | 2 165 638 |
| BREY (*) | 4 450 278 | 5 506 667 | 5 645 064 | 4 025 445 | 4 159 501 | 3 400 123 | 3 690 300 |
| B-232 (*) | 1 255 556 | 599 250 | 1 312 138 | 1 046 955 | 811 288 | 597 918 | 856 912 |
| CDMA (⁴) (*) | - | - | - | 2 865 618 | 2 385 463 | 1 898 938 | 1 917 385 |
| DM-24 (*) | 760 000 | 789 164 | 852 473 | 912 618 | 931 210 | 992 245 | 910 469 |
| J-27 (*) | 1 006 944 | 1 078 889 | 1 128 548 | 843 747 | 752 623 | 697 140 | 672 475 |
| J-30 (*) | 1 067 778 | 1 325 000 | 1 178 951 | 1 311 860 | 1 457 504 | 1 073 201 | 1 116 168 |
| J-79 (*) | 1 402 222 | 1 239 444 | 9 996 944 | 1 023 566 | 1 027 219 | 817 732 | 881 134 |
| L-41 (*) | 1 596 667 | 2 658 103 | 2 626 283 | 2 647 343 | 2 981 384 | 2 127 640 | 1 999 893 |
| Total Général | 15 854 149 | 16 434 499 | 15 417 404 | 44 071 296 | 48 169 818 | 43 471 666 | 51 428 416 |

(*) nouveaux immeubles ajoutés dans le périmètre EMAS

(¹) immeuble non-bureau

(²) en rénovation jusqu'à Nov 2004

(³) immeuble en dehors du périmètre EMAS – données non disponibles

(⁴) immeuble occupé par la Commission à partir de 2004

(⁵) Immeuble en rénovation en 2006

(⁶) Immeuble occupé par la Commission à partir de 2006

Consommations d'eau (m³)

| Immeubles | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 |
|----------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| MO34 | 7 150 | 5 673 | 5 812 | 4 870 | 4 646 | 4 671 | 4 508 |
| SC11 | 3 640 | 2 706 | 3 761 | 4 939 | 2 721 | 2 655 | 1 858 |
| GUIM | 4 370 | 3 402 | 4 083 | 3 777 | 3 879 | 3 483 | 4 005 |
| BRE2 | 5 920 | 10 254 | 13 310 | 12 059 | 9 250 | 7 330 | 15 814 |
| HTWG (¹) | 18 240 | 15 865 | 11 277 | 8 568 | 283 | 140 | 151 |
| BU-5 | 11 910 | 12 423 | 10 424 | 10 874 | 9 227 | 6 912 | 5 031 |
| BU-9 | 12 320 | 13 648 | 14 796 | 14 836 | 10 394 | 8 279 | 7 664 |
| BERL (²) | - | - | - | 63 347 | 75 921 | 71 942 | 76 541 |
| BU-1 (³) | 11 390 | 16 707 | 16 020 | 11 298 | 9 899 | 7 754 | 8 084 |
| B-28 (⁴) | 3 970 | 4 009 | 5 163 | 4 711 | - | 2 031 | 1 973 |
| CLOV (¹) +WILS (¹) | 5 230 | 6 516 | 5 248 | 5 336 | 5 374 | 4 867 | 6 100 |
| DAV1 (¹) (⁵) | - | - | - | - | 408 | 935 | 846 |
| J-54 | 9 690 | 10 998 | 12 879 | 7 738 | 7 407 | 7 266 | 10 465 |
| L-86 | 12 200 | 16 023 | 17 766 | 15 418 | 7 272 | 10 441 | 7 373 |
| BREY (*) | 32 120 | 31 911 | 34 331 | 21 411 | 20 391 | 14 924 | 16 210 |
| B-232 (*) | 3 790 | 3 460 | 4 125 | 4 088 | 5 037 | 3 793 | 4 292 |
| CDMA (⁴) (*) | - | - | - | 4 985 | 4 481 | 4 469 | 4 313 |
| DM-24 (*) | 3 000 | 2 456 | 3 081 | 2 967 | 4 301 | 3 917 | 3 986 |
| J-27 (*) | 3 610 | 4 223 | 5 226 | 5 054 | 5 759 | 4 659 | 3 838 |
| J-30 (*) | 8 920 | 10 539 | 6 624 | 7 689 | 6 482 | 6 734 | 8 298 |
| J-79 (*) | 3 340 | 5 253 | 5 556 | 4 604 | 3 180 | 3 275 | 2 709 |
| L-41 (*) | - | 12 128 | 12 441 | 11 903 | 13 249 | 10 311 | 10 820 |
| Total Général | 106 030 | 118 224 | 120 539 | 167 771 | 146 681 | 139 733 | 204 879 |

(*) nouveaux immeubles ajoutés dans le périmètre EMAS

(¹) immeuble non-bureau

(²) en rénovation jusqu'à Nov 2004

(³) immeuble en dehors du périmètre EMAS – données non disponibles

(⁴) immeuble occupé par la Commission à partir de 2004

(⁵) Immeuble en rénovation en 2006

(⁶) Immeuble occupé par la Commission à partir de 2006

Consommations énergie totale (électricité + gaz + fioul) (MWh)

| Immeubles | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 |
|----------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|----------------|
| MO34 | 4 836 | 4 316 | 4 138 | 3 326 | 3 086 | 2 867 | 3 125 |
| SC11 | 2 054 | 1 742 | 1 922 | 1 834 | 2 110 | 1 666 | 1 476 |
| GUIM | 2 225 | 2 667 | 2 616 | 2 552 | 2 369 | 2 066 | 2 316 |
| BRE2 | 4 057 | 4 296 | 3 935 | 3 941 | 3 757 | 3 295 | 3 488 |
| HTWG (¹) | 2 177 | 2 395 | 2 406 | 2 186 | 402 | 463 | 475 |
| BU-5 | 4 163 | 4 203 | 4 140 | 3 919 | 4 026 | 3 707 | 3 729 |
| BU-9 | 3 500 | 3 505 | 3 332 | 3 779 | 3 783 | 3 321 | 3 638 |
| BERL (²) | - | - | - | 57 505 | 55 384 | 50 184 | 45 028 |
| BU-1 (³) | 1 835 | 1 621 | 1 816 | 3 921 | 3 747 | 3 535 | 3 745 |
| B-28 (⁴) | 2 476 | 2 696 | 2 619 | 1 969 | - | 3 270 | 3 238 |
| CLOV (¹) +WILS (¹) | 1 164 | 1 317 | 1 206 | 1 157 | 1 210 | 1 177 | 1 168 |
| DAV1 (¹) (⁵) | - | - | - | - | 498 | 1 911 | 2 327 |
| J-54 | 3 328 | 3 632 | 3 160 | 3 714 | 3 476 | 3 349 | 3 233 |
| L-86 | 4 374 | 5 194 | 4 529 | 5 282 | 5 430 | 4 960 | 4 540 |
| BREY (*) | 11 362 | 12 295 | 12 254 | 9 100 | 9 054 | 7 630 | 7 725 |
| B-232 (*) | 2 776 | 2 889 | 3 573 | 2 570 | 2 080 | 1 852 | 2 147 |
| CDMA (⁴) (*) | - | - | - | 5 090 | 5 114 | 4 484 | 4 282 |
| DM-24 (*) | 2 922 | 2 910 | 2 809 | 2 961 | 3 048 | 2 843 | 2 706 |
| J-27 (*) | 3 057 | 3 088 | 3 050 | 2 838 | 3 527 | 3 814 | 2 488 |
| J-30 (*) | 3 717 | 4 179 | 3 900 | 4 272 | 4 623 | 4 496 | 4 714 |
| J-79 (*) | 3 743 | 4 049 | 12 675 | 3 637 | 3 292 | 2 822 | 2 796 |
| L-41 (*) | 6 419 | 7 790 | 7 234 | 7 253 | 7 186 | 5 877 | 5 506 |
| Total Général | 36 188 | 37 584 | 35 819 | 95 086 | 89 279 | 85 772 | 113 890 |

(*) nouveaux immeubles ajoutés dans le périmètre EMAS

(¹) immeuble non-bureau

(²) en rénovation jusqu'à Nov. 2004

(³) immeuble en dehors du périmètre EMAS – données non disponibles

(⁴) immeuble occupé par la Commission à partir de 2004

(⁵) Immeuble en rénovation en 2006

(⁶) Immeuble occupé par la Commission à partir de 2006

Émissions CO₂ cumulées (tonnes)

| Immeubles | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 |
|----------------------|--------------|--------------|--------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| MO34 | 1 250 | 1 105 | 1 069 | 868 | 765 | 703,8 | 753,6 |
| SC11 | 516 | 425 | 490 | 458 | 498 | 400 | 353 |
| GUIM | 568 | 678 | 663 | 641 | 568 | 497 | 547 |
| BRE2 | 1 085 | 1 172 | 1 058 | 1 049 | 944 | 833 | 869 |
| HTWG (¹) | 548 | 610 | 609 | 546 | 94 | 106 | 108 |
| BU-5 | 1 081 | 1 114 | 1 099 | 1 014 | 975 | 897 | 896 |
| BU-9 | 890 | 911 | 862 | 934 | 887 | 783 | 847 |
| BERL (²) | - | - | - | 14 273 | 12 641 | 11 575 | 10 563 |
| BU-1 (³) | 369 | 326 | 365 | 998 | 901 | 846 | 889 |
| B-28 (⁴) | 656 | 718 | 696 | 516 | - | 841 | 828 |
| CLOV (¹) +WILS (¹) | 279 | 315 | 293 | 279 | 279 | 274 | 273 |
| DAV1 (¹) (⁵) | - | - | - | - | 135 | 465 | 559 |
| J-54 | 854 | 933 | 820 | 928 | 840 | 801 | 772 |
| L-86 | 1 237 | 1 503 | 1 322 | 1 493 | 1 460 | 1 333 | 1 220 |
| BREY (*) | 3 231 | 3 476 | 3 460 | 2 574 | 2 557 | 2 158 | 2 178 |
| B-232 (*) | 785 | 837 | 1 019 | 730 | 592 | 530 | 610 |
| CDMA (⁴) (*) | - | - | - | 1 422 | 1 443 | 1 271 | 1 211 |
| DM-24 (*) | 842 | 838 | 806 | 850 | 875 | 812 | 774 |
| J-27 (*) | 875 | 882 | 870 | 815 | 1 022 | 1 108 | 717 |
| J-30 (*) | 1 068 | 1 198 | 1 120 | 1 226 | 1 325 | 1 299 | 1 362 |
| J-79 (*) | 1 066 | 1 162 | 3 456 | 1 046 | 944 | 811 | 802 |
| L-41 (*) | 1 853 | 2 227 | 2 063 | 2 069 | 2 039 | 1 677 | 1 571 |
| Total Général | 9 333 | 9 811 | 9 345 | 23 998 | 20 987 | 20 355 | 28 702 |

(*) nouveaux immeubles ajoutés dans le périmètre EMAS

(¹) immeuble non-bureau

(²) en rénovation jusqu'à Nov 2004

(³) immeuble en dehors du périmètre EMAS – données non disponibles

(⁴) immeuble occupé par la Commission à partir de 2004

(⁵) Immeuble en rénovation en 2006

(⁶) Immeuble occupé par la Commission à partir de 2006

Annexe 5 • Résumé des objectifs, cibles et actions clés pour 2008

| Objectifs (politiques) Actions Clés | Périmètre de l'action | Indicateur | Valeur 2007 | Objectif 2008 | Résultats 2008 | Service Responsable | État |
|---|-------------------------------------|---|-------------|---------------|----------------|---------------------|---|
| 1. Réduire la consommation énergétique des immeubles | Commission (1) | KWh/m ² | 307 | | 260 | | |
| | | KWh/staff | 14 420 | | 10 576 | | |
| | | Emissions CO ₂ (Kg/m ²) | 73 | | 66 | | |
| | | Emissions CO ₂ (Kg/staff) | 3 422 | | 2 671 | | |
| | Bâtiments les moins performants (2) | KWh/m ² | 340 | -3 % | -5,5 % | OIB, TOUS | Fait |
| • Revoir horaire éclairage/HVAC au-delà des heures de bureau | | | | | | OIB, ADMIN | Fait |
| • Supprimer l'eau chaude dans les installations sanitaires | | | | | | OIB | Action en cours |
| • Améliorer l'efficacité énergétique des distributeurs automatiques | | | | | | OIB | Fait |
| • Mettre en place un outil d'économie d'énergie sur les ordinateurs | | | | | | DIGIT | Action en cours |
| 2. Utilisation rationnelle de l'eau | Commission (1) | Litre /m ² | 499 | | 464 | | |
| | | Litre/staff | 23 284 | | 18 827 | | |
| | Bâtiments les moins performants (2) | Litre /m ² | 545 | -3 % | -1,7 % | OIB, TOUS | Non Atteint |
| 3. Utilisation rationnelle de l'équipement informatique | Services Pilotes | Rapport Imprimantes Individuelles/Partagées | 1,24 (4) | | 1,04 (4) | TOUS | Fait |
| 4. Réduire la consommation de papier | Commission | Papier bureau (feuilles/pers/jour) | 59 | -2 % | 52 | TOUS | Fait |
| | | Papier offset (Tonnes/année) | 283 (5) | | 366 | | |
| | | Publications (POP) (Tonnes/année) | 21 | | 22 | | |
| • Promouvoir les méthodes de travail électronique (par ex. e-Domec) | | | - | - | - | TOUS | Fait |
| • Promouvoir l'impression recto-verso et 2 pages/feuille (définition d'une stratégie d'impression pour la Commission) | | | - | - | - | TOUS | Fait |
| 5. Diminuer les émissions de CO ₂ des voyages d'affaire et des trajets domicile-travail | Commission | Emissions CO ₂ (Kg/pers) % utilisation voiture privée par le pers. Nombre de vidéoconférences/ nombre de missions | 40 % | | | | |
| • Mise en œuvre du plan d'acquisition des voitures de service | | g CO ₂ /km | 241 g/km | - | 210 g/km | OIB | Fait |
| • Evaluation du plan de mobilité | | | | | | OIB, ADMIN | Fait |
| • Promotion du covoiturage, transport public, vélos de service, etc. | Services Pilotes | | | | | OIB, ADMIN | Fait |
| • Augmenter l'utilisation des installations de vidéoconférence | | | | | | PS (6) | Fait (mise à disposition des installations; actions de promotion) |

(1) Bâtiments de bureau dans le périmètre EMAS: MO34, SC11, GUIM, BRE2, BU5, BU9, BERL, BU1, B-28, J-54, L-86, BREY, B-232, CDMA, DM-24, J-27, J-30, J-79, L-41

(2) Bâtiments les moins performants énergie- BERL, BREY, BU (esp.), CCAB, L-86, MO34, SDME

(3) Bâtiments les moins performants pour l'eau: BERL, BREY, BU (esp.), L-86, MO51, SC29, SDME

(4) DG ADMIN, DG ENV, OIB, DIGIT

(5) Le chiffre communiqué dans la Déclaration Environnementale de 2007 (252 tonnes) ne comptabilisait pas les variations de stock ni l'entièreté des bons de livraisons. Ce chiffre est donc corrigé à 283 tonnes.

| | | | | | | | |
|---|------------------|---|---------------------|---------------------------|---------------------|--------------------|-----------------|
| 6. Optimiser la gestion des déchets | Commission | Kg/staff % déchets triés % déchets recyclés | 284 57 % 50 % | -2 % | 294 54 % 47 % | OIB, TOUS | Non Atteint |
| • Remplacer les gobelets en frigolite dans les cafétérias | | | | | | OIB, TOUS | Action en cours |
| • Assurer le stockage adapté des produits chimiques, et le remplacement de certaines produits chimiques par des substances moins nocives pour l'environnement | | | | | | OIB, TOUS | Fait |
| • Gérer le matériel obsolète (contrat avec OXFAM) | | | | | | DIGIT, OIB | Fait |
| 7. Inclusion des critères environnementaux dans les marchés publics de la Commission | Commission | | | | | TOUS | |
| • Equipement Informatique | | % contrats Hardware avec critères env. | 100 % | 100 % | 100 % | DIGIT | Fait |
| • Electricité verte | | % d'électricité verte | 0 % | Lancement d'appel d'offre | AO lancé | OIB | Fait |
| • Contrats de service (avec critères environnementaux) | | % signés avec crit. env. | 23 % | 30 % | 32 % | OIB | Fait |
| • Papier offset | | % papier env. | - | - | 100 % | OIB | Fait |
| • Fournitures de bureau | | % produits verts | 16 % | +2,5 % | 20 % | OIB | Fait |
| • Mise en œuvre de la Communication sur les MPE (Marché Publics Environnementaux ?) | | % des familles de produits inclus | | | | ENV | Action en cours |
| 8. S'assurer de la conformité légale | Commission | | | | | | |
| • Veille réglementaire | | Registre veille réglementaire à jour | | | | ADMIN (DIGIT, OIB) | Fait |
| • Suivi des permis d'environnement | | Nombre de Bâtiments enregistrés | 8 | +7 | +7 | OIB | Fait |
| • Mise en conformité avec la Directive Communautaire sur la performance énergétique des bâtiments | Commission Bxl | m ² Bâtiments enregistrés Nombre de Bâtiments | 210 000 | + 83 000 | +83 000 | OIB | Action reportée |
| • Améliorer la priorisation et suivi concernant les procédures de Sécurité et Hygiène | | % rapports avec des non-conformités | 38 % | Réduire # non-conformités | 36 % | ADMIN, OIB | Fait |
| 9. Stimuler un comportement durable du personnel et des contractants | Commission | | | | | | |
| • Communication et sensibilisation (énergie, déchets, produits dangereux) | Services Pilotes | Nombre d'actions | - | - | - | ADMIN | - |
| • Formation (ex. Nouveaux collègues, chauffeurs, Marchés Publics environnementaux) | Services Pilotes | Nombre d'actions | - | - | - | | - |
| 10. Dialogue avec les parties tierces | Services Pilotes | Nombre d'actions | - | - | - | ADMIN (w/ COMM) | - |

(1) Bâtiments de bureau dans le périmètre EMAS: MO34, SC11, GUIM, BRE2, BU5, BU9, BERL, BU1, B-28, J-54, L-86, BREY, B-232, CDMA, DM-24, J-27, J-30, J-79, L-41

(2) Bâtiments les moins performants énergie- BERL, BREY, BU (esp.), CCAB, L-86, MO34, SDME

(3) Bâtiments les moins performants pour l'eau: BERL, BREY, BU (esp.), L-86, MO51, SC29, SDME

(4) DG ADMIN, DG ENV, OIB, DIGIT

(5) Le chiffre communiqué dans la Déclaration Environnementale de 2007 (252 tonnes) ne comptabilisait pas les variations de stock ni l'entièreté des bons de livraisons. Ce chiffre est donc corrigé à 283 tonnes.

Annexe 6 • Résumé des objectifs, cibles et actions clés pour 2009-2011

| Objectifs (politiques) Actions Clés | Périmètre de l'action | Indicateur | Valeur 2008 | Objectif 2009 | Objectif 2010 | Objectif 2011 | Long term | Service Responsable | |
|--|-----------------------|---|---|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|---------------------------------|-----|
| I. Utilisation efficaces des ressources naturelles | | | | | | | | | |
| 1. Réduire la consommation énergétique des immeubles | Commission (1) | KWh/m ² | 260 | -3 % | -3 % | -3 % | | OIB, TOUS | |
| | | KWh/staff | 10 576 | | | | | | |
| | | Emissions CO ₂ (Kg/m ²) | 66 | | | | | | |
| | | Emissions CO ₂ (Kg/staff) | 2 671 | | | | | | |
| Mettre en œuvre des actions autour de s domaines suivants : | | | | | | | | | |
| | | • Eclairage | | | | | | OIB | |
| | | • HVAC | | | | | | OIB | |
| | | • Gestion des bâtiments | | | | | | OIB | |
| | | • Equipement informatique | | | | | | DIGIT | |
| 2. Intégration de critères environnementaux lors de l'entrée ou la rénovation d'un bâtiment | Commission | Nombre de projets prenant en compte des critères environnementaux | 100 % des projets | 100 % des projets | 100 % des projets | 100 % des projets | 100 % des projets | OIB | |
| 3. Utilisation rationnelle de l'eau | Commission (1) | Litre /m ² Litte /staff | 464 18 827 | -3 % | -3 % | -3 % | | OIB, TOUS | |
| 4. Utilisation rationnelle de l'équipement informatique | Services Pilotes | Rapport Imprimantes Individuelle./Particulière. | 1,04 (2) | 0,6 (3) | | | | 3 SERVICES (3) | |
| 5. Réduire la consommation de papier | Commission | Papier bureau (feuilles/pers/jour) | 52 | -2 % | -2 % | -2 % | | TOUS | |
| | | Papier offset (Tonnes/année) | 366 | | | | | | |
| | | Publications (POP) (Tonnes/année) | 22 | | | | | | |
| | | • Mise en œuvre de la stratégie d'impression de la Commission | | | | 100 % | | DIGIT | |
| | | • Définition d'une stratégie d'archivage | | | | | 100 % | SG | |
| II. Transport et mobilité | | | | | | | | | |
| 6. Diminuer les émissions de CO ₂ des voyages d'affaire et des trajets domicile-travail | Commission | Emissions CO ₂ (Kg/pers) | | | | | | | |
| | | • Réduction des émissions de CO ₂ des véhicules de service | g CO ₂ /km | 210 g/km | - | - | - | -26 % 196,5 gr (2012 vs2004) | OIB |
| | | • Définition d'un nouveau plan de mobilité | % accomplissement | | 100 % | | | OIB | |
| | | • Augmenter l'utilisation de la vidéoconférence | nombre de vidéoconférence / nombre de missions | | | | | TOUS | |
| | | • Mettre des installations de vidéoconférence disponibles pour les employés | Nombre d'installations videoconf (4). nombre de réunions dans ces installations | | | | | DIGIT | |

(1) Bâtiments de bureau dans le périmètre EMAS: MO34, SC11, GUIM, BRE2, BU5, BU9, BERL, BU1, B-28, J-54, L-86, BREY, B-232, CDMA, DM-24, J-27, J-30, J-79, L-41

(2) DG ADMIN, DG ENV, OIB, DIGIT

(3) DG ADMIN, DG ENV, DIGIT

(4) Gérés par DIGIT

(5) Pour OIB uniquement

| III. Gestion des déchets, triage | | | | | | | | | |
|--|----------------------|--|----------|--------------------------------------|---|----------|-------|---------------------------------|--------------|
| 7. Optimiser la gestion des déchets | Commission | Kg/staff | 294 | -2 % | | | | | |
| | | % déchets triés | 54 % | | | | | | |
| | | % déchets recyclés | 47 % | | | | | | |
| • Remplacer les gobelets en frigolite dans les cafétérias | | Gobelets en frigolite remplacés | | 100 % | | | | | OIB |
| • Améliorer le tri des déchets | | % déchets triés | 54 % | 60 % | | | | | OIB, TOUS |
| IV. Marchés publics environnementaux | | | | | | | | | |
| 8. Inclure des critères environnementaux dans les marchés publics de la Commission (mise en œuvre de la communication sur les MPE pour les États membres) | Commission | | | | | | | 100 % (2012) | TOUS |
| • Equipement Informatique | | % avec critères environnementaux. dans contrats Hardware | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | | | DIGIT |
| • Electricité verte | | % d'électricité verte | 0 % | 50 % | 50 % | 50 % | 100 % | | OIB |
| • Contrats de service | | % signés avec critères. environnementaux. | 32 % (°) | 40 % (°) | 50 % (°) | 60 % (°) | | | OIB |
| • Fournitures de bureau | | % produits verts | 20 % | +2,5 % | +2,5 % | +2,5 % | | | OIB |
| V. Conformité légale | | | | | | | | | |
| 8. S'assurer de la conformité légale | Commission | | | | | | | | |
| Enregistrement EMAS des bâtiments | | Nombre de Bâtiments enregistrés | 15 | +8 | +8 | +9 | | Tout le parc immobilier en 2010 | OIB |
| | | m ² Bâtiments enregistrés | 292 000 | +154 000 | +88 500 | +75 000 | | | |
| Mise en conformité avec la Directive Communautaire sur la performance énergétique des bâtiments | Commission Bruxelles | nombre de Bâtiments | | | lors de la transposition en droit local | | | | OIB |
| Améliorer la priorisation et suivi concernant les procédures de Sécurité et Hygiène | | % rapports avec des non-conformités | 36 % | Réduire le nombre de non-conformités | | | | | ADMIN, OIB |
| VI. Comportement durable du personnel et des contractants | | | | | | | | | |
| 9. Accroître prise de conscience et stimuler un comportement durable | Commission | | | | | | | | |
| Communication et sensibilisation (énergie, déchets, produits dangereux) | Services Pilotes | Nombre d'actions | - | 25 | 25 | 25 | | | ADMIN |
| Formation (ex. Nouveaux collègues, chauffeurs, Marchés Publics environnementaux) | Services Pilotes | Nombre d'actions | - | 7 | 6 | 6 | | | ADMIN |
| 10. Dialogue avec les parties tierces | Services Pilotes | Nombre d'actions | - | | | - | | | ADMIN (COMM) |

(°) Bâtiments de bureau dans le périmètre EMAS: MO34, SC11, GUIM, BRE2, BU5, BU9, BERL, BU1, B-28, J-54, L-86, BREY, B-232, CDMA, DM-24, J-27, J-30, J-79, L-41

(°) DG ADMIN, DG ENV, OIB, DIGIT

(°) DG ADMIN, DG ENV, DIGIT

(°) Gérés par DIGIT

(°) Pour OIB uniquement